

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Jeudi 29 août 2024 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°455 ■

Chronique Eco

Les défis du prochain mandat présidentiel

P 16

MINES, MARCHÉS PUBLICS, RENTRÉE SOCIALE, AEP

Quatre dossiers importants sur la table du gouvernement

Le Premier ministre, Nadir Larbaoui, a présidé, hier à Alger, une réunion du gouvernement consacrée à l'examen de plusieurs dossiers, dont celui des mines, de la rentrée sociale et de l'approvisionnement en eau potable. Selon un communiqué des services du premier ministre, le gouvernement a passé en revue l'état d'avancement de la mise en œuvre des projets stratégiques structurants dans le domaine minier. P 3



ALGÉRIE- CORÉE DU SUD
Pour un partenariat de haute valeur ajoutée



Le déploiement de l'Algérie sur la scène internationale notamment économique doit se faire à travers des partenariats de haut niveau dans des secteurs à très haute valeur ajoutée conférant à ces ententes des leviers de compétitivité et durabilité. C'est dans ce cadre qu'il faut aujourd'hui concevoir et consolider la coopération entre l'Algérie et la Corée du Sud.

P 2

ELECTION PRÉSIDENTIELLE
L'amélioration des acquis socio-économiques au cœur de la campagne

Les candidats à l'élection présidentielle du 7 septembre et leurs représentants, ont réaffirmé, mardi au 13e jour de la campagne électorale, leur engagement à améliorer les acquis sociaux et économiques à travers des mesures destinées à renforcer le développement durable.

P 5

PRÈS DE 9 000 PROJETS D'INVESTISSEMENT ENREGISTRÉS À L'AAPI
Plus de 220 000 emplois directs à la clé

Pas moins de 8950 projets d'investissement sont enregistrés au niveau de l'Agence Algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), durant la période du 1er novembre 2022, jusqu'au 22 août courant, a annoncé hier le DG de l'Agence, Omar Rekkache depuis la wilaya de Constantine.

P 3



MÉTAUX PRÉCIEUX

L'or recule en raison de la hausse du dollar

Les prix de l'or ont baissé mercredi alors que le dollar s'appréciait, les investisseurs attendaient, de leur part, un rapport clé sur l'inflation américaine attendu cette semaine pour plus de clarté sur l'ampleur d'une probable baisse des taux en septembre. Le cours de l'or au comptant a baissé de 0,7% à 2.507,64 dollars l'once. Le cours de l'or a atteint un record à 2.531,60 dollars le 20 août en cours. Les contrats à terme sur l'or américain ont baissé de 0,4% à 2 542,80 dollars. L'indice du dollar a augmenté de 0,3%, diminuant l'attrait de l'or pour les détenteurs de devises étrangères. D'après des analystes du marché des métaux précieux, la tendance à court terme de l'or reste forte, avec le potentiel d'atteindre de nouveaux sommets. A plus long terme, il pourrait rencontrer une résistance autour de 2.585 à 2.595 dollars, a-t-on prédit. Les traders anticipent une baisse des taux d'intérêt de la Réserve fédérale le mois prochain. Les lingots non productifs ont tendance à prospérer dans un environnement de taux d'intérêt bas. Le président de la Fed, Jerome Powell, a approuvé la semaine dernière un début imminent de baisse des taux et s'est dit confiant que l'inflation soit à portée de l'objectif de 2% de la banque centrale américaine. Parmi les autres métaux, l'argent au comptant a glissé de 1,2% à 29,63 dollars l'once, le platine a baissé de 0,3% à 950,80 dollars et le palladium a chuté de 0,8% à 962,11 dollars.

AMÉLIORATION DE LA FIABILITÉ DES PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES

L'engagement du ministre des Finances

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a souligné à Alger l'engagement de son secteur à améliorer la précision et la fiabilité des prévisions économiques, afin de réunir les conditions à même de renforcer la résilience de l'économie nationale face aux défis globaux.

Synthèse Slimane T

Lors d'une réunion de coordination au siège du ministère, consacrée au cadrage macroéconomique et budgétaire pour la période 2025-2027, Faïd a mis en exergue «l'importance de maintenir une approche rigoureuse et cohérente dans l'élaboration des politiques économiques, tout en s'appuyant sur des analyses précises et des données statistiques fiables», selon un communiqué du ministère. Un exposé a été présenté, à l'occasion de cette réunion regroupant les hauts responsables des structures en charge de la prévision et des politiques, des impôts, du budget, ainsi que du trésor et de la comptabilité, détaillant le contexte national et international ainsi que le comportement de l'économie en 2023 et sur une base infra-annuelle pour 2024. Ces prévisions ont été établies à partir d'un modèle de prévision construit sur

trois blocs principaux: les finances publiques, la sphère réelle et les secteurs extérieurs, selon la même source. Les points débattus lors de la réunion ont porté sur les principaux indicateurs macroéconomiques, les prévisions de croissance, les perspectives budgétaires, ainsi que les défis auxquels l'économie nationale pourrait être confrontée durant cette période. A cette occasion, M. Faïd a exhorté les responsables de la prévision à intégrer dans leurs modèles toutes les hypothèses d'évolution de la conjoncture tant domestique qu'internationale. Le ministre a également rappelé la nécessité d'une coordination étroite entre les différentes entités du ministère des Finances, notamment avec l'Office national des statistiques (ONS) pour produire des analyses étayées par des données fiables et pertinentes à même d'orienter efficacement les choix stratégiques du gouvernement. Par ailleurs, le ministre a insisté sur «la

nécessité d'investir dans la formation des équipes en charge de la prévision et des statistiques pour renforcer leurs capacités et assurer une production statistique de haute qualité». Selon lui, «les efforts doivent être concentrés sur la stabilité économique du pays, la maîtrise des finances publiques, et la promotion d'une croissance inclusive et durable». Par ailleurs, le ministre a rappelé «l'importance de s'inspirer des meilleures pratiques internationales en matière d'amplitude des horizons temporels des prévisions et du nombre élevé et de la multiplicité des données qui alimentent leurs modèles économétriques». Le ministre des Finances a instruit également tous les acteurs concernés à travailler sur l'élaboration d'un modèle capable de produire des prévisions à plus long terme, afin de mieux anticiper et préparer l'avenir économique du pays, conclut la même source.

ALGÉRIE- CORÉE DU SUD

Pour un partenariat de haute valeur ajoutée

Par Abderrahmane Hadeff (*)

Choisir ses partenaires et construire des alliances stratégiques pour un positionnement sur l'échiquier international constitue un enjeu majeur et de premier ordre dans un monde qui évolue dans l'incertitude absolue. Le déploiement de l'Algérie sur la scène internationale notamment

économique doit se faire à travers des partenariats de haut niveau dans des secteurs à très haute valeur ajoutée conférant à ces ententes des leviers de compétitivité et durabilité. C'est dans ce cadre qu'il faut aujourd'hui concevoir et consolider la coopération entre l'Algérie et la Corée du Sud. Une relation entre ces deux pays amis, qualifiée depuis toujours d'excellente et

de très haute ce qui devrait amener les responsables à la développer davantage à travers une nouvelle approche stratégique en parfaite adéquation avec le contexte mondial. Cette coopération devrait s'intensifier et s'intéresser à la promotion des échanges dans les domaines des technologiques, du numérique, des infrastructures (réalisation et management) et autre en-

seignement et innovation. Il faudrait réfléchir et œuvrer activement au lancement de projets dans l'industrie de l'électronique de point, les smart-public-services (mobilité, éducation santé etc.), mécanique et l'automobile, la construction navale et autres sidérurgie. Une alliance stratégique intelligente doit être convenue à travers un accord politique de haut niveau pour un enca-

drement renforcé et une meilleure visibilité aux différents acteurs devant mettre en œuvre cette alliance et porter effectivement cette coopération par une exploitation intelligente des atouts et potentialités des deux parties.

(*) Expert et consultant en géo-économie

LIVRAISON D'UNE CARGAISON DE FIOUL PAR SONATRACH AU LIBAN

«Aucun mécontentement n'a été exprimé par l'Irak »

Par M. A/Agence

Le Liban a reçu une cargaison de fioul algérien offerte en tant qu'aide, alors que le pays est confronté à une pénurie critique d'énergie. Cette aide a suscité des spéculations sur une possible tension avec l'Irak, principal fournisseur de carburant pour le Liban. Tony Marouni, conseiller du ministre libanais de l'Énergie, a clairement indiqué à la plateforme « Attaqa.net » qu'aucun mécontentement n'a été exprimé par l'Irak à ce sujet et que des discussions sont en cours pour

une reprise imminente des importations irakiennes. L'Algérie, adoptant une approche fraternelle, a décidé de fournir cette aide au Liban, soulignant ainsi les liens solidaires entre les nations arabes en période de crise. La cargaison, transportée par le navire « In Eckra » et comprenant 30 000 tonnes de fioul, est arrivée à Tripoli le 27 août 2024. Elle est destinée à atténuer partiellement la grave crise énergétique du Liban. Cette livraison fait suite à une première expédition effectuée par l'Algérie, à travers sa compagnie Sonatrach, qui a fourni un carburant de

haute qualité, conforme aux exigences des centrales électriques libanaises, a expliqué le conseiller. En parallèle, Tony Marouni a souligné que les problèmes internes du Liban, notamment les retards administratifs de la Banque du Liban, ont entravé le paiement des importations de carburant irakien, aggravant ainsi la crise énergétique. Le pays fait face à des difficultés financières considérables, exacerbées par des tensions avec l'Irak concernant les arriérés de paiement. En raison de ces complications, l'Irak a interrompu les livraisons de carburant, ce qui a conduit à

des pannes de courant généralisées, affectant des infrastructures vitales comme les aéroports et les hôpitaux. Dans sa déclaration à « Attaqa.net », Tony Marouni a mis en lumière la complexité de la crise énergétique libanaise, marquée par des défis internes liés à la gestion financière et par des obstacles externes résultant de sanctions internationales. L'aide de l'Algérie est perçue comme un geste important de solidarité, mais il est clair que sans une résolution des problèmes plus larges, le Liban continuera de faire face à de graves pénuries d'énergie.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Saïd , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

MINES, MARCHÉS PUBLICS, RENTRÉE SOCIALE, AEP

Quatre dossiers importants sur la table du gouvernement

Le Premier ministre, Nadir Larbaoui, présidé, hier à Alger, une réunion du gouvernement consacrée à l'examen de plusieurs dossiers, dont celui des mines, de la rentrée sociale et d'approvisionnement en eau potable. Selon un communiqué des services du premier ministre, le gouvernement a passé en revue l'état d'avancement de la mise en œuvre des projets stratégiques structurants dans le domaine minier.

Par Sirine R.

Un secteur que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, accorde un intérêt particulier. Des instructions ont été données afin d'accélérer la réalisation de ces projets miniers, notamment les unités de transformation pour l'exploitation optimale et la valorisation des ressources minières (phosphate, Zinc et plomb et fer). « La réunion du gouvernement a été consacré au suivi de la mise en œuvre des projets stratégiques, notamment les étapes réalisées dans la mise en œuvre du projet intégré de phosphate à Bled El Hadba, dans son volet industriel, afin d'assurer sa mise en service selon le calendrier établi », lit-on dans le communiqué des services du Premier ministre. En effet, le gouvernement table sur ces projets structurants miniers afin de booster davantage l'écono-

mie nationale, en le diversifiant et d'atteindre les objectifs ambitieux, à savoir un PIB de 400 milliards de dollars dès 2027. Un important programme d'investissement est lancé dans le domaine minier, consistant à la réalisation de lignes ferroviaires pour le transport des minerais, extension de terminaux portiers et la réalisation d'unités de transformation pour en finir avec l'exportation de produits en état brut. Le Gouvernement a également entendu une communication sur la finalisation de l'élaboration des différents textes réglementaires relatifs à la loi 23-12 du 5 août 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics, qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du processus de réforme globale de la gouvernance des finances publiques, notamment en assurant une gestion rationnelle et efficace des dépenses publiques et en instaurant un accès juste et équitable aux

commandes publiques. Par ailleurs, le Gouvernement a également examiné les mesures et dispositions prises dans le cadre des préparatifs de la prochaine rentrée sociale, notamment en ce qui concerne les aspects pédagogiques et matériels relatifs aux secteurs de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle, avec la nécessité d'assurer la disponibilité et la stabilité des prix des produits de large consommation adaptés au pouvoir d'achat du citoyen, sur le marché national. Dans ce cadre, il a rappelé que le ministère du Commerce a procédé à l'ouverture de 182 marchés de proximités à travers le pays pour la commercialisation des articles et autres fournitures scolaires à des prix compétitifs. D'autre part, le Gouvernement a entendu une communication sur l'état d'avancement du programme d'urgence décidé par le Pré-

sident de la République pour l'approvisionnement en eau potable notamment au niveau de certaines régions du pays particulièrement impactées par le stress hydrique, tout en assurant un rythme de réalisation qui permettrait de sécuriser et d'assurer l'approvisionnement en eau potable au profit de la population. Enfin, et dans le cadre du suivi de la mise en œuvre des directives de Président de la République relatives à la bonne prise en charge des membres de la communauté nationale à l'étranger, le Gouvernement a examiné les différentes mesures prises par l'Entreprise nationale de Transport maritime de voyageurs (ENTMV) pour assurer l'étape de retour, dans les meilleures conditions, des membres de la communauté nationale à l'étranger, à l'occasion de la fin de la saison estivale de l'année en cours.

GROUPE ALGÉRIEN DE TRANSPORT MARITIME

146 000 passagers transportés déjà cet été

Par Mourad A.

Depuis le début de la saison estivale en juin 2024, le groupe algérien de transport maritime (GATMA) a effectué 173 traversées, transportant 146 000 passagers et 43 000 véhicules. Malgré des problèmes techniques, notamment la panne d'un navire affrété, diverses mesures compensatoires ont été mises en place. Le groupe prévoit d'acquérir de nouveaux navires pour améliorer ses services et a également lancé une plateforme numérique pour l'achat de billets. En parallèle, plusieurs navires, dont le "Tarik Ibn Ziyad", sont en cours de réparation dans le cadre du plan quinquennal et de son prolongement. Une nouvelle ligne maritime avec Nouakchott a permis de transporter des conteneurs entre l'Algérie et la Mauritanie, a indiqué Nadia Rabia, présidente-directrice générale du groupe. Lors de son intervention sur la « Chaîne 1 » de la radio nationale, Nadia Rabia a expliqué que le secteur

du transport maritime en Algérie se trouve à un tournant crucial, marqué par une série d'initiatives et de stratégies visant à renforcer sa position sur le marché et à améliorer la qualité des services offerts. Créé en 2016, le groupe algérien de transport maritime, qui englobe trois branches principales : le transport maritime de marchandises, le transport de passagers, et la maintenance des navires, joue un rôle central dans l'économie nationale. Avec des filiales nationales comme GEMA (La Société Générale Maritime) et NASHCO (EPE National Shipping Company Spa), ainsi que des participations dans des sociétés en Belgique et en Italie, où il détient 60 % du capital, le groupe s'engage dans une restructuration ambitieuse pour récupérer 25 % du marché maritime algérien, autrefois sous contrôle national. L'une des pierres angulaires de cette stratégie de renforcement est la création de la société "CNAN El Djazair", a-t-elle ajouté. Cette société

est destinée à reconquérir une part de marché dominée à 98 % par des flottes étrangères. Cette initiative s'accompagne d'un plan de développement ambitieux visant l'acquisition de nouveaux navires d'une capacité de 55 000 à 60 000 tonnes, avec l'espoir d'accroître la part du groupe, actuellement limitée à seulement 2 %. Dans le cadre de cette expansion, le groupe prévoit également de localiser la production de conteneurs en Algérie, en plus de posséder déjà 12 navires fonctionnels et environ 3 500 conteneurs. Cependant, cette ambition s'accompagne de défis techniques. Selon la responsable, la saison estivale a révélé certaines vulnérabilités, notamment avec un navire affrété ayant subi plusieurs pannes techniques, perturbant un programme qui visait à transporter plus de 521 000 passagers à travers 341 voyages. Face à ces difficultés, le groupe a pris des mesures correctives, telles que l'annulation du contrat avec le navire défectueux et le remboursement partiel

des passagers affectés. D'ailleurs, la présidente-directrice générale du groupe a affirmé avoir présenté des excuses publiques, réaffirmant l'engagement de l'entreprise à améliorer ses services. En ce qui concerne l'achat de billets, l'intervenante a indiqué qu'une plateforme numérique innovante a été mise en place, une première dans le secteur, réaffirmant que la modernisation est également au cœur des préoccupations du groupe. Cette initiative vise à améliorer l'efficacité des réservations et à garantir une meilleure organisation des voyages. Parallèlement, le groupe continue de suivre des plans de maintenance rigoureux, respectant les conventions internationales maritimes, tout en projetant de renforcer ses capacités avec de nouvelles installations, notamment à Arzew. Sur le plan international, Nadia Rabia a révélé que l'expansion des routes maritimes se poursuit avec l'ouverture récente d'une ligne reliant l'Algérie à Nouakchott et Dakar, et

de nouveaux projets pour de nouvelles lignes vers le Qatar et l'Arabie Saoudite sont en cours. Depuis l'ouverture de la ligne avec Nouakchott, neuf traversées ont été programmées entre le port d'Alger et celui de Nouakchott, permettant ainsi de transporter 110 conteneurs d'Algérie vers Nouakchott et 123 conteneurs de Nouakchott vers l'Algérie. Ces développements, combinés à des collaborations locales avec des entreprises comme Cosider pour le transport de marchandises, témoignent de la volonté du groupe de se positionner comme un acteur clé du transport maritime en Algérie. Ainsi, à travers une modernisation de ses processus, une expansion de ses routes maritimes et une amélioration continue de la maintenance de sa flotte, le groupe algérien de transport maritime se prépare à relever les défis actuels et futurs, tout en renforçant l'importance stratégique de ce secteur pour l'économie nationale.

PRÈS DE 9000 PROJETS D'INVESTISSEMENT ENREGISTRÉS À L'AAPI

Plus de 220 000 emplois directs à la clé

Selma R.

Plus de 8950 projets d'investissement sont enregistrés au niveau de l'Agence Algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), durant la période du 1er novembre 2022, jusqu'au 22 août courant, a annoncé hier le DG de l'Agence, Omar Rekkache depuis la wilaya de Constantine. Ces projets représentant un investissement global d'une valeur de 4000 milliards de DA, indique-t-il, précisant que selon les engagements pris par les porteurs de ces projets, plus de 220 000 emplois directs seront créés, sans compter les plus importants projets pour lesquels des accords ont été signés, comme le projet Ba-

ladna, l'hôpital algérien-qatari-allemand, le projet de partenariat avec la BF italienne, et des centaines de projets existants au niveau de l'Agence en cours d'inscription. Dans ce contexte, il a souligné qu'il s'agit d'un indicateur fort que « nous sommes sur la bonne voie et que nous sommes au début d'une nouvelle ère basée sur la confiance de l'opérateur économique, dont l'implication dans cette voie de développement a un impact positif en donnant une bonne image du climat d'investissement dans notre pays », souligne-t-il dans son discours. Dans ce contexte, Omar Rekkache a révélé que 165 projets d'investissement liés aux étrangers ont été enregistrés jusqu'à

présent, dont 61 investissements directs étrangers et 104 en partenariat avec des partenaires locaux. Le directeur général a également évoqué l'accompagnement des investissements en cours qui ont été enregistrés en vertu des lois antérieures afin de les aider à entrer en exploitation, soulignant que l'agence a accordé, depuis le début du 1er novembre 2022 jusqu'au 22 août de ce mois, 1.533 prolongations de la durée des avantages. Ceci est considéré comme un gisement créateur de richesse et de dizaines de milliers de postes lorsqu'il entre bientôt dans la phase d'exploitation, étant donné que la plupart d'entre eux sont dans la phase d'achèvement. Dans son discours d'ouverture de ce Fo-

rum, le Directeur Général de l'Agence a souligné la grande importance accordée par le Président de la République à la question de l'investissement, convaincu que la construction d'une économie forte et solide, créatrice de richesses et d'emplois, contribue à la réalisation du bien-être social et le renforcement de la souveraineté de l'État ne seront réalisés qu'en améliorant le climat d'investissement, en libérant l'initiative. En marge de cette occasion, 4 décisions finales de contrats de concession ont été remises à des investisseurs des wilayas de Constantine et de Mila dans le domaine de la production pharmaceutique et de la fabrication de pompes à eau, ainsi que de la fabrication de boîtes de conserves de poisson

HADJ 2025

Réunion de la Commission intersectorielle permanente chargée du suivi des préparatifs du hadj

Le directeur général de l'Office national du pèlerinage et de la Omra (ONPO), Salah Boutarfa, a présidé, avant-hier mardi, à Alger, une réunion de la Commission intersectorielle permanente chargée du suivi des préparatifs du Hadj, en vue de faciliter et de simplifier les procédures aux hadjis, a indiqué un communiqué de l'ONPO. "La réunion qui s'est déroulée en présence des représentants des départements ministériels et des organismes engagés dans la préparation et l'organisation de cette opération, fait suite aux préparatifs de la saison du Hadj 1446/2025", précise le communiqué. L'ordre du jour a porté sur "l'adoption du projet de calendrier des procédures administratives liées aux préparatifs de la saison du Hadj 1446/2025, ce qui permettra d'entamer tôt les différentes opérations organisationnelles, afin de simplifier les démarches aux hadjis", ajoute la même source. En outre, M. Boutarfa a présidé la réunion préparatoire de la délégation multisectorielle, ayant examiné "la révision des dispositions relatives aux différentes prestations fournies aux hadjis".

GESTION DES RESSOURCES EN EAU

Le 2^e atelier international prévu du 27 au 29 octobre prochain à Béchar

Le 2^e atelier international sur la gestion des ressources en eau se tiendra du 27 au 29 octobre prochain à l'initiative de l'Université Mohamed-Tahri de Béchar (UMTB), indiquent les organisateurs.

L'objectif de cet atelier, auquel participeront, outre la représentation algérienne, des spécialistes et chercheurs en eau de plusieurs pays (Sultanat d'Oman, France, Tunisie et Libye), est de débattre des avancées récentes liées à la gestion des ressources en eau, a précisé Pr. Touhami Merzougui, expert en eau et enseignant-chercheur à l'UTMB, et membre du comité organisateur.

Cette rencontre sera un espace dédié aux spécialistes académiciens et autorités locales et nationales de faire le point sur les derniers développements réalisés dans le domaine. Plusieurs conférences, communications, ateliers et sessions posters ainsi que des ta-

bles-rondes sont prévus, donnant lieu à la présentation de l'avancement de la recherche et du savoir-faire dans le domaine de la gestion des ressources en eau, permettant de créer des opportunités de rencontre et de collaboration entre les différents pôles concernés par la question, a-t-il dit. Selon les organisateurs, les stratégies de gestion durable des ressources en eau doivent tenir compte des nombreuses interactions au sein du lien entre l'eau, l'alimentation en eau potable (AEP), les énergies et les écosystèmes, et qui ne peuvent être développées qu'en étroite coopération entre les pays, les secteurs d'activités et les parties prenantes à travers le pays. Plusieurs thèmes concernant la gestion quantitative et qualitative de l'eau en régions aride et semi-aride, le système de partage des eaux traditionnel en zone aride, le patrimoine eau, les systèmes d'information avancés basés sur les nouvelles

technologies de l'information et de la communication (TIC) pour l'amélioration de la gestion des eaux souterraines, la salinité des eaux et le traitement des eaux saumâtres, la pollution et la vulnérabilité des ressources en eau, la recharge des nappes, ainsi que la réutilisation des eaux usées épurées dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie et de loisirs, seront au centre des travaux de cette rencontre. Des thèmes liés aussi à l'utilisation conjointe des eaux de surface, des eaux souterraines et des eaux non conventionnelles, dans l'agriculture, l'AEP et l'industrie, seront aussi au centre des débats des participants à cet atelier international, qui sera aussi consacré aux questions concernant le changement climatique et les risques naturels dont les inondations, ainsi que les moyens et outils de prévision et de protection des ressources en eau, selon la même source.

MONNAIES

Le dollar monte face à l'euro et à la livre

Le dollar reprenait son souffle mercredi, porté par les attentes optimistes des analystes concernant des résultats attendus mercredi en fin de journée et qui pourraient signaler la résilience de l'économie américaine. Le billet vert montait face à l'euro, qui reculait de 0,37% à 1,1143 dollar, et progressait également face à la livre, qui baissait de 0,19% à 1,3235 dollar. "Le dollar américain rebondit", "remontant de ses niveaux les plus bas de l'année", remarquent des analystes, alors que les investisseurs ont de fortes attentes sur les résultats à venir de certains poids lourds du secteur technolo-

gique, suivis de plusieurs publications de données, susceptibles de favoriser le dollar. Les cambistes analyseront la croissance américaine du second trimestre jeudi, l'indice d'inflation PCE aux Etats-Unis de juillet vendredi, et un rapport sur l'emploi crucial le 6 septembre. Des chiffres publiés mercredi ont montré que la confiance des consommateurs américains a augmenté en août bien au-delà des attentes. Cependant, "d'un autre côté, les indicateurs du marché du travail sont

tombés à de faibles niveaux", "ce qui renforce les inquiétudes concernant le récent ralentissement du marché du travail", tempèrent les analystes. "Avec ces données en main", les investisseurs estiment "qu'il existe une probabilité modérée d'une baisse des taux de 50 points de base lors des prochaines réunions" de la Réserve fédérale (Fed), celle de septembre étant désormais imminente, expliquent les experts.

INTERNET

Algérie Télécom lance une nouvelle offre promotionnelle sur son pack FTTH

Une offre promotionnelle d'un mois sur le pack FTTH (fibre to the home), destiné aux clients résidentiels éligibles à la technologie de fibre optique, a été lancée par Algérie Télécom (AT), indique mercredi un communiqué d'AT. "Pendant cette promotion, les clients qui souscrivent à l'offre Idoom Fibre de 15 Mbps ou plus, auront la possibilité de bénéficier d'une connexion très haut débit à un tarif exceptionnel de seulement 300 DA", précise la même source, ajoutant que "le pack inclut un modem optique wifi 6 gratuit (dans la limite des stocks disponibles) ainsi qu'un mois de connexion à un débit exceptionnel de 300 Méga". Soulignant que "les frais d'installation sont également inclus" dans ce pack, AT précise que "cette promotion est valable un (1) mois et vise à encourager la généralisation de la fibre optique à travers le pays, assurant ainsi une connexion internet rapide et fiable pour tous les foyers algériens". Pour plus d'informations, les usagers peuvent consulter les détails de cette offre sur le site d'AT, www.algeriatelecom.dz, ajoute le communiqué.

Dernière composition de DZAINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 28 أوت 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, daté: 28 Août 2024

Produits	Prix du détail ¹ DA / Kg			المنتجات	
	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	86	107	65	البطاطا
	Tomate	61	72	50	الطماطم
	Oignon sec	42	48	36	البصل الجاف
	Ail sec	367	430	304	الثوم الجاف
	Carotte	75	84	66	الجزر
	Navet	102	114	91	لفت
	Poivron	96	109	84	الفلفل الأخضر
	Piment	119	134	103	الفلفل الحار
	Courgette	100	113	88	الكوسية
	Haricot vert	191	215	168	الفاصولياء الخضراء
Laitue	116	128	104	الفس	
Fruits frais	Pomme locale	381	490	273	التفاح المحلي
	Datte	562	679	444	التمر
	Melon	101	114	88	البطيخ الأصفر
	Pastèque	80	91	70	البطيخ الأحمر
	Poire	369	429	308	الإجاص
	Raisin	220	281	158	العنب
Banane	438	453	423	الوز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1791	1944	1638	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	474	487	461	الدجاج
	Ceufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litres)	94	100	88	حليب البقر (لتر)



Election présidentielle **07/09/2024**



L'amélioration des acquis socio-économiques au cœur de la campagne

Les candidats à l'élection présidentielle du 7 septembre et leurs représentants, ont réaffirmé, mardi au 13e jour de la campagne électorale, leur engagement à améliorer les acquis sociaux et économiques à travers des mesures destinées à renforcer le développement durable.

Synthèse R N

Acet effet, M. Brahim Merad, directeur de la campagne électorale du candidat indépendant M. Abdelmadjid Tebboune, a mis en avant, lors de meetings populaires et activités de proximité dans les wilayas d'Annaba, El Tarf et Ouargla, le programme électoral de M. Abdelmadjid Tebboune qui repose, a-t-il affirmé, sur "l'amélioration des conditions de vie du citoyen par la poursuite des efforts de développement des différentes régions du pays". M. Merad a affirmé que le candidat indépendant M. Abdelmadjid Tebboune s'engageait à poursuivre le soutien aux jeunes pour promouvoir leur place et contribuer à l'édification d'un pays fort et moderne, soulignant que le vote en sa faveur "lui permettra de poursuivre le soutien aux jeunes au profit desquels de multiples réalisations ont été concrétisées au cours de son premier mandat présidentiel". Parmi ces réalisations, a-t-il ajouté, figurent la constitutionnalisation du Conseil supérieur de la jeunesse en tant qu'instance consultative dépendant de la présidence de la République et l'accès des jeunes à des fonctions supérieures dans di-

vers domaines. Lui emboitant le pas, les dirigeants des formations politiques soutenant le candidat indépendant, M. Abdelmadjid Tebboune, ont animé des meetings dans plusieurs wilayas, lors desquels ils ont souligné que le vote en sa faveur "garantira une vie décente aux citoyens et permettra l'édification d'une économie nationale forte". C'est le cas notamment du Secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Mustapha Yahy, qui a souligné, depuis Tiaret, que M. Abdelmadjid Tebboune a "une vision responsa-

ble pour l'édification d'une économie forte". De son côté, le Secrétaire général du parti du Front de libération nationale (FLN), Abdelkrim Benmebarek, a souligné, depuis la wilaya de Jijel, que M. Abdelmadjid Tebboune accordera "une importance particulière à la réforme des collectivités locales" et œuvrera à conférer de "larges prérogatives aux assemblées élues". Dans le même sens, le président du parti Front EL-Moustakbel, Fateh Boutbig, a assuré, depuis Nâama, que M. Abdelmadjid Tebboune œuvrera à "asseoir un Etat éco-

nomiquement émergent, moderne et fort, en exploitant les ressources de sa jeunesse et ses compétences scientifiques", alors que la présidente du parti Tajamoue Amal El Djazair (TAJ), Fatima Zohra Zerouati, a affirmé que le choix du candidat indépendant permettra la poursuite des réformes engagées. Par ailleurs, le candidat du Mouvement de la Société pour la paix (MSP), M. Abdelaali Hassani Cherif, animera, ce soir, un meeting dans la wilaya de Tamanrasset où il exposera les grands axes de son programme électoral.

MUSTAPHA HIDAOUI,

L'appel à voter pour le candidat indépendant M. Abdelmadjid Tebboune vise à parachever le processus de construction et de stabilité

Mustapha Hidaoui, cadre à la direction nationale de la campagne électorale du candidat indépendant à la prochaine présidentielle, M. Abdelmadjid Tebboune, a réitéré mercredi à Skikda, son appel aux citoyens à voter en force en faveur de M. Abdelmadjid Tebboune afin de "parachever le processus de

construction et de stabilité". Animant un meeting au Palais de la culture Malek-Chebel au 14e jour de la campagne électorale de la présidentielle du 7 septembre, M. Hidaoui a assuré que "le vote pour le candidat indépendant, M. Abdelmadjid Tebboune, permettra la poursuite de la construction engagée dans divers do-

maines et la consécration de la stabilité dont jouit le pays". Il a ajouté que le candidat indépendant, M. Abdelmadjid Tebboune, "est venu avec un programme électoral qui réalise davantage de changement, opère le redressement et contribue à édifier un système économique solide". M. Hidaoui a mis également en

exergue "l'importance accordée par le candidat indépendant, M. Abdelmadjid Tebboune, durant son premier mandat à la catégorie des jeunes, en les associant à la sphère politique et à la prise de décision", invitant les citoyens, notamment les jeunes, à voter avec force en faveur de ce candidat.

BRAHIM MERAD L'A SOULIGNÉ DEPUIS TAMANRASSET

« Abdelmadjid Tebboune s'engage à poursuivre l'édification d'une économie nationale forte »

Brahim Merad, directeur de la campagne électorale du candidat indépendant M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé, mardi depuis Tamanrasset, l'engagement de M. Abdelmadjid Tebboune de poursuivre l'édification d'une économie nationale forte et l'exploitation optimale des ressources naturelles. Lors d'une rencontre de proximité animée au chef-lieu de wilaya, au titre de la campagne électorale pour la présidentielle du 7 septembre, M. Merad a précisé que "M. Abdelmadjid Tebboune s'emploiera, s'il est réélu par le peuple pour un deuxième mandat, à poursuivre l'édification d'une économie forte et l'exploitation optimale des ressources naturelles dont regorge le pays à l'instar de la région de l'Ahaggar". M. Merad a souligné que l'avenir de la wilaya de Tamanrasset était dans le développement et la valorisation des différentes ressources minières, outre "l'aménagement du territoire et le développement des infrastructures, notamment le réseau ferroviaire à travers le pays". A ce propos, M. Merad a fait état de la poursuite des travaux de réalisation du projet de la ligne ferroviaire vers Tamanrasset, mettant en avant l'importance de ce projet qui "est parmi les principaux engagements du candidat, M. Abdelmadjid Tebboune". La relance d'une nouvelle dynamique de développement à Tamanrasset figure parmi les principales priorités de son candidat, s'il est réélu pour un deuxième mandat, selon l'intervenant, ajoutant que la wilaya bénéficiera d'un programme complémentaire, à l'instar des wilayas de Djelfa, Khenchela, Tindouf et Tizi-Ouzou. Au terme de son allocution, M. Merad a appelé les citoyens à se rendre massivement aux urnes le 7 septembre prochain, afin de voter pour le candidat indépendant, M. Abdelmadjid Tebboune, en vue de parachever le processus de développement et d'édification de l'Algérie nouvelle.

DEPUIS TAMANRASSET

Hassani Cherif s'engage à répondre aux attentes des habitants du sud

Le candidat du Mouvement de la société pour la paix (MSP) à la présidentielle du 7 septembre prochain, Hassani Cherif Abdelaali, a affirmé, mardi depuis la wilaya de Tamanrasset, que son programme accordait la priorité à la prise en charge des régions du sud à travers le lancement de projets de développement à même de répondre aux attentes des habitants. Lors d'une rencontre à Tamanrasset au 13e jour de la campagne électorale de la présidentielle du 7 septembre prochain, M. Hassani Cherif a mis en avant "le rôle stratégique et la profondeur culturelle et historique de cette wilaya", précisant que son programme électoral "accorde la priorité à la prise en charge des régions du sud à travers le lancement de projets de développement à même de répondre aux attentes des habitants". Le candidat du MSP s'est, dans ce cadre, engagé à "mettre en œuvre un programme de développement spécial reposant sur le renforcement des infrastructures, la création des structures nécessaires et la promotion de l'investissement dans de nombreux domaines, en vue d'éliminer le chômage et d'assurer aux citoyens les conditions d'une vie décente". Il s'est également engagé, en cas de victoire, à créer un "marché de troc avec les autres pays africains". Au terme de la rencontre, M. Hassani Cherif a appelé les citoyens à "lui donner leurs voix le 7 septembre prochain pour lui permettre de concrétiser son programme électoral". Le candidat du MSP avait auparavant mené une activité de proximité dans le centre-ville, lors de laquelle il a échangé avec les citoyens. Il a, à cette occasion, rappelé que le projet politique qu'il porte "propose un programme de développement spécial pour les régions du sud", soulignant que la région de Tamanrasset "revêt des dimensions stratégiques liées à la sécurité et à la stabilité du pays et représente une porte d'entrée vers le reste de l'Afrique".

YOUCEF AOUCICHE, CANDIDAT DU FFS

« Une forte participation renforcera le front intérieur »

Le candidat du Front des Forces Socialistes à l'élection présidentielle du 7 septembre prochain, M. Youcef Aouchiche, hier à Alger, lors de son passage au Forum du journal El Mojudjahid, à une participation forte à ce scrutin pour renforcer le front interne et s'opposer à toutes les tentatives visant la souveraineté nationale et la stabilité du pays. Il a expliqué que la participation du FFS à cette date importante « repose sur le renforcement des institutions de la république » dans le but de « s'opposer à toutes les tentatives visant la souveraineté nationale ainsi que l'unité et la stabilité du pays ». Selon lui, « la seule façon de faire face à ces risques est de construire un front interne fort avec l'implication de tous et une forte participation aux prochaines élections présidentielles ». M. Aouchiche a assuré qu'il cherche à "jeter les bases d'une économie nationale diversifiée, capable de créer de la richesse" et qui mettra l'Algérie "à l'abri des chocs extérieurs et de la dépendance aux hydrocarbures, qui doivent être un soutien à l'économie". Il a ajouté que son programme électoral propose la création de "pôles économiques régionaux prenant en compte les spécificités et les potentialités de chaque région pour créer une économie décentralisée et équilibrée", tout en "encourageant la compétitivité et l'initiative locale en matière d'investissement et de résorption du chômage". Le candidat du FFS s'est également engagé à « réformer le secteur judiciaire et à consolider l'État de droit », en plus de « renforcer les pouvoirs de l'institution législative ». A la même occasion, il a présenté un certain nombre de propositions inscrites dans son programme électoral dans le volet social, soulignant notamment « la protection du pouvoir d'achat du citoyen » à travers « l'augmentation du salaire minimum national garanti à 40 000 dinars et la suppression de l'impôt sur les revenus bruts des salaires inférieurs à 50 000 dinars », ainsi que « l'augmentation du montant des allocations familiales et la création de nouvelles allocations ». Le programme propose également, selon lui, « de réformer le système fiscal et d'éliminer le marché parallèle », en plus d'« apporter plus de transparence dans la collecte des impôts, ce qui permettra la création de nouvelles sources financières pour soutenir les segments vulnérables de la société ». D'un autre côté, M. Aouchiche a souligné la nécessité de ne pas se laisser entraîner par des « discours de désespoir », appelant les citoyens à s'engager dans le processus électoral et à se rendre en force aux urnes. Sur le plan extérieur, il a indiqué que s'il gagne la confiance du peuple le 7 septembre, il s'engagera à continuer de soutenir les dossiers palestinien et sahraoui.

BOUMERDES

Des projets de développement en réalisation à Baghlia

La commune de Baghlia, à l'Est de Boumerdes, a bénéficié de nombreux projets de développement qui sont en cours de réalisation et attendus à la réception durant l'année en cours. Parmi ces projets, ayant fait l'objet d'une visite d'inspection de la wali Fouzia Naâma, celui portant sur la réalisation d'une conduite de raccordement d'un forage sur les berges de l'Oued Sebaou au réseau d'alimentation en eau potable d'un bassin de population de 10.000 âmes. A cela s'ajoutent, la réhabilitation et l'équipement de la station de pompage d'eau du village Benhamza, la rénovation des réseaux d'eau potable de la cité Colonel Amirouche et la réalisation d'une conduite principale et d'un réservoir d'eau au village Oued Hellal. Par ailleurs, la même commune verra, prochainement, le lancement du chantier d'un hôpital de 60 lits et d'un projet de confortement du pont de Baghlia en vue de sa réouverture aux poids lourds, le revêtement du chemin de wilaya (CW) N52 reliant Baghlia à Taouarga ainsi que le renforcement du réseau d'éclairage public. Des projets d'aménagement urbain ont été, également, destinés au profit de plusieurs quartiers et cités de la ville de Baghlia, dont la cité Colonel Amirouche, l'artère principale de la ville et le boulevard Kacimi Mohamed. Des opérations de rénovation des réseaux d'assainissement et d'éclairage public, de revêtement des routes et de dallage des trottoirs, d'aménagement d'un jardin public et de réalisation de pistes en béton à travers les villages et les zones montagneuses et reculées de la commune, ont été aussi inscrites.

BLIDA

163 motocycles contrôlés et 158 contraventions dressées

Les services de police de la wilaya de Blida ont contrôlé 163 motocycles et dressé 158 contraventions dans le cadre d'opérations nocturnes, a indiqué mardi un communiqué des services de la Sûreté nationale. "Dans le cadre du dispositif sécuritaire mis en place par les services de police de Blida visant à sécuriser les citoyens et leurs biens et à lutter contre les vols, le trafic des drogues et la détention d'armes blanches, les services de police ont adopté une série de mesures dont les opérations policières", a précisé la même source. "Tous les moyens ont été mobilisés pour contrôler les motocycles suspects dont les propriétaires ne disposant pas de documents mais aussi pour resserrer l'état autour des trafiquants de drogues et de psychotropes au niveau des sorties et entrées de la ville", selon le même communiqué. Les interventions ont donné lieu à "contrôle de 245 véhicules et 163 motocycles outre 158 contraventions dressées, 12 délits et 16 motocycles saisis". Les mêmes services ont procédé à la saisie de "239 comprimés psychotropes et établi 41 dossiers judiciaires à l'encontre des mis en cause", lit-on dans le communiqué.

TIZI-OUZOU

Une cinquantaine d'exposants attendus à la fête de la figue de Lemsella

Une cinquantaine d'exposants sont attendus à la 14e édition de la fête de la figue qui s'ouvrira aujourd'hui jeudi au village Lemsella, dans la commune d'Illoula Oumalou, à l'extrême sud-est de Tizi-Ouzou, a-t-on appris auprès des organisateurs.

"Cette année, comme pour la précédente édition, nous accueillerons une cinquantaine d'exposants, car c'est le nombre de participants que nous pouvons recevoir au niveau des stands qui seront dressés à travers les ruelles du village", a expliqué à l'APS, le président de l'association culturelle Tighilt Lemsella, organisatrice de la fête, Mohand Bouâchrine. Toutefois, le nombre des wilayas participantes a ce rendez-vous annuel, sera revu à la hausse puisque elles seront au nombre de 10, alors qu'elle n'étaient que 8 en 2023, a observé M. Bouâchrine. Outre les exposants du village lui-même et ceux de la wilaya de Tizi-Ouzou, Lemsella accueillera des participants de

Bejaia, Bouira, Boumerdes, Alger, Blida, Constantine, Touggourt, Mila et Saïda, a-t-on appris de même source. Concernant le programme de la fête de la figue de cette année qui s'étalera sur deux jours, il est prévu, comme de coutume, une exposition de figues sèches notamment, vue que les fruits frais du figuier ne se conservent pas longtemps une fois cueillis. Le programme comprend également une conférence-débat sur la culture et la transformation de la figue, animée par un cadre de la direction de wilaya des services agricoles. Des démonstrations sur la confection artisanale de claies de séchage des figues et des paniers traditionnels pour la récolte et le transport des figues fraîches,

ainsi que sur la plantation de figuiers, sont aussi au menu de cette 14e édition. Les organisateurs ont aussi prévu une animation culturelle alliant chorale, théâtre, chant féminin traditionnel, spectacle de magie, entre autres. La 14e édition de la fête de la figue de Lemsella est organisée par l'association culturelle Tighilt Lemsella en collaboration avec le comité de village Lemsella. Elle est placée sous l'égide des Assemblées populaires de wilaya (APW) et communale (APC) d'Illoula Oumalou. L'événement est soutenu par les directions des services agricoles, de la culture et des arts, du tourisme et de l'artisanat, de la jeunesse et des sports, ainsi que par le théâtre régional Kateb Yacine.

TISSEMSILT

Plusieurs projets en voie de réalisation pour l'amélioration du cadre de vie des citoyens

Plusieurs projets de développement destinés à l'amélioration du cadre de vie des citoyens sont actuellement en cours de réalisations dans diverses communes de la wilaya de Tissemsilt. Ces projets ont été au centre de la visite d'inspection effectuée, mardi, par le wali de cette collectivité locale des Hauts-plateaux du Centre-ouest, Bouzaid Fethi, au cours de laquelle il a particulièrement mis l'accent sur la nécessité de respecter la qualité des travaux et les délais de réalisation. Lors de sa tournée, le wali s'est enquis de l'état d'avancement des travaux, estimés actuellement à 85%, ciblant l'établissement scolaire "Moudjahid Dahli Mohamed", sis dans la commune de Tamelahet, dont la concrétisation a nécessité

une allocation budgétaire de 28 millions de dinars, ainsi que le chantier de réalisation de 4 salles de cours en extension au niveau de l'école primaire "Chahid Ghalem" au douar "Menkouchi", situé dans la même commune pour lequel une enveloppe financière de 12 millions de dinars a été mobilisée, signale-t-on. Dans cette commune du Nord de la wilaya de Tissemsilt, une opération ciblant l'aménagement de la cité des 104 logements, ainsi qu'une autre portant sur le bitumage d'une voie de communication donnant accès au douar "Refafa", sont également en cours pour une enveloppe budgétaire de 16 millions de dinars, sachant que le chantier, dont l'objectif est de désenclaver cette agglomération rurale de 250 foyers et

faciliter la mobilité de ses habitants, enregistre un taux d'avancement de 50%, note-t-on. Dans la commune de Lardjem, le premier responsable de l'Exécutif local a inspecté le chantier relatif à l'aménagement de l'école primaire "Chahid Chadouli Mohamed", dont la concrétisation a nécessité une allocation budgétaire de 18 millions de dinars puisée de la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales (CGSCL), sachant que le taux d'avancement des travaux est estimé à plus de 90%. Dans la même commune, le wali a inspecté le chantier de réalisation d'une démission au niveau du CEM "Sahli Saïd" d'une capacité d'accueil de 200 élèves pour une enveloppe financière de 19 millions de dinars,

dont la réception est prévue à l'occasion de la rentrée scolaire de septembre prochain. Le projet de réalisation d'un hôpital de 60 lits, dont les travaux ont été lancés au mois de décembre 2020 pour un délai de 28 mois et pour une affectation budgétaire de 1,7 milliard de dinars a également figuré au programme de la visite du wali. Dans la commune de Sidi Lantri, M. Bouzaid s'est enquis de l'état d'avancement des travaux de plusieurs chantiers, dont ceux inhérents à l'aménagement urbain, la réfection et le bitumage du chemin communal reliant cette collectivité locale à la route nationale (RN21), ainsi que le chantier relatif à la réalisation d'un réservoir d'eau au niveau du lieu-dit "Bab Lakhdar".

MILA

Lancement des travaux de construction de 300 logements publics locatifs dans 10 communes

Les travaux de construction de 300 logements publics locatifs (LPL) à travers 10 communes de la wilaya de Mila viennent d'être lancés, a indiqué mardi le directeur de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI), Samir Siab. Ce programme d'habitat, inscrit en 2023, est réparti sur les communes de Mila (40 unités), Oued Athmania (40), Te-

leghma (40), Ferdjioa (40), Tadjenanet (30), Ain Ettine (30), Tiberguent (20), Ain Mellouk (20), Hamala (20) et Ahmed-Rachedi (20), a précisé M. Siab. Le même responsable a également souligné que ces logements devront être réalisés dans un délai contractuel de 14 mois, et seront réceptionnés "avant la fin de l'année 2025", les

travaux ayant été lancés entre le 4 juillet et le 22 août de l'année en cours. Pour rappel, le wali, Mostafa Koreïch, avait annoncé que la wilaya de Mila bénéficiera, en 2024, d'un nouveau programme de logements comprenant 5.000 unités, à savoir 2.000 logements publics locatifs et 3.000 aides à l'habitat rural.

SAÏDA

Distribution de plus de 400 logements à la fin septembre prochain

Plus de 400 logements seront distribués, à la fin septembre prochain dans la wilaya de Saïda, a annoncé, mardi, le wali Mer-mouri Amoumen. Dans une déclaration à la presse, lors de sa visite d'inspection des chantiers de réalisation de projets de logements promotionnels aidés (LPA) à Saïda, le même responsable a fait part de la distribution, vers la fin du mois de septembre prochain, de 407 logements publics locatifs et de location/vente (AADL) à travers les communes de Saïda et Ouled Khaled. Ce quota de logements est ré-

parti sur 143 logements AADL en cours de réalisation dans la ville de Saïda et 264 logements publics locatifs, dont les travaux sont en état d'avancement notable, notamment 184 logements au chef-lieu de wilaya et 80 autres à Mathna (commune de Ouled Khaled). Le taux d'avancement des travaux de ces projets d'habitat en cours de réalisation varie entre 90 et 95 pc, souligne-t-on. L'opération d'aménagement externe de ces sites est en cours, à travers leur raccordement aux réseaux d'AEP, d'assainissement et de gaz, ainsi que la réalisation des voi-

ries, de l'éclairage public et des trottoirs. Par ailleurs, le wali a inspecté, dans la ville de Saïda, les chantiers de projets de réalisation de logements promotionnels aidés, dont 350 à Haï Sersou, 360 à Haï Dhar Cheikh et 150 à Haï Akid Lotfi. Pour rappel, quelque 478 logements promotionnels aidés ont été distribués dans la ville de Saïda, l'année dernière. La direction du logement recense un programme dans la formule LPA, totalisant 6.715 logements, dont 3.461 logements réalisés et 1.062 sont en cours et le restant en voie de lancement.

L'IA n'en a pas fini avec les biais

Les biais discriminatoires dans l'intelligence artificielle (IA) sont désormais un problème bien connu de l'industrie et souvent du grand public. Parce qu'ils s'appuient sur des grandes masses de données mal échantillonnées, les modèles d'apprentissage automatique en vogue ont souvent eu le défaut de reproduire, voire d'amplifier, les préjugés de nos sociétés contre les personnes déjà marginalisées.

Par Rémy Demichelis (*)

Mais si vous dites aujourd'hui au logiciel d'OpenAI, ChatGPT (modèle GPT-4), que « les femmes ne devraient pas étudier les sciences de l'ingénieur » ou que « les homosexuels sont porteurs de maladies sexuellement transmissibles », il donnera une réponse consensuelle qui tend à déconstruire ces préjugés totalement faux ou refusera tout simplement de réagir. Un progrès indéniable alors qu'il n'y a pas si longtemps, les robots conversationnels pouvaient dire les pires atrocités du monde. Seulement, les biais discriminatoires ne sont pas toujours formulés de manière explicite ; le diable est dans les détails. Sans même essayer de piéger le système, il est possible de découvrir des biais dits « implicites », comme l'expliquent la psychologue Xuechunzi Bai et ses collègues (université de Princeton) dans un article scientifique : « GPT-4 aura davantage tendance à recommander des candidats avec un nom africain, asiatique, hispanique et arabe pour un travail d'employé de bureau et un autre avec un nom caucasien pour un poste de supervision, suggérer que les femmes doivent étudier les humanités

et les hommes les sciences, et inviter un ami juif à un service religieux, mais un chrétien à une fête. »

Associations d'idées

Telles sont leurs conclusions après avoir mis la machine à l'épreuve notamment avec une procédure dite « test d'association implicite ». Inspirée de la psychologie, elle consiste à demander aux sujets (ou aux ordinateurs ici) d'associer rapidement des mots comme on classerait des cartes à jouer : famille, Benjamin, noir, Julia, travail, carrière, blanc, etc. Cela permet de révéler des associations d'idées implicites, a fortiori des préjugés, même chez des personnes (ou des machines) qui s'opposent explicitement aux discriminations. Et le racisme est un des problèmes les plus importants. La couleur « noir » est ainsi associée par l'algorithme à des mots tels que « criminel », « pris en flagrant délit » ou « horrible », tandis que « blanc » est joint à « beau », « acquitté » ou « accusé à tort ». « Bien que les humains associent aussi implicitement le concept de "noir" avec la négativité, ce n'est pas avec le même niveau de confiance (ou d'incertitude) et de radicalité (presque toujours) que GPT-4 », écrivent les scientifiques. Il existe pléthore de solutions pour essayer d'amoinrir ces biais, en premier

lieu disposer d'une base de données d'apprentissage plus représentative de la population globale. Le monde académique et l'industrie s'accordent aussi pour dire qu'il faut une plus grande diversité dans les profils des concepteurs et des auditeurs des modèles. Car on est souvent plus sensible aux discriminations que l'on est susceptible de subir. Une autre solution, déjà utilisée par OpenAI, consiste à employer des bataillons de travailleurs du clic pour taper sur les doigts de la machine quand elle dit des bêtises. Cela s'appelle « apprentissage par renforcement à partir de rétroaction humaine » ou RLHF (pour Reinforcement Learning from Human Feedback). Seulement, ce n'est toujours pas la panacée : « Le RLHF produit des modèles plus performants [...], mais au coût d'une plus faible diversité des réponses », indique une étude ayant comme auteur principal Robert Kirk, doctorant en IA (University College de Londres). Bref, la machine comprend mieux, mais elle adopte d'autres biais. Les larges modèles de langages (LLM) reflètent ainsi certaines valeurs, bien que des différences existent entre les algorithmes et parfois d'une langue à l'autre, comme le montre une enquête ambitieuse menée par l'éthicienne Giada Pistilli (Hugging Face) et la doctorante en traitement du

langage Alina Leiding (université d'Amsterdam). Par exemple, un énoncé en allemand sur la restriction du droit d'asile ou en italien sur la tolérance des identités de genre apparaissent comme des sujets clivants.

D'une langue à l'autre

Certaines idéologies transparaissent, bon gré mal gré. Mais Giada Pistilli nous précise que les LLM sont « des modèles statistiques qui peuvent varier » ; ils expriment, certes, des points de vue, mais qui ne sont pas figés dans le marbre. Si la réduction des préjugés préjudiciables demeure un enjeu essentiel, les scientifiques doivent cependant s'accommoder des biais en tant que « prises de position ». Romane Gallienne et Thierry Poibeau (CNRS) écrivent ainsi : « Il faut donc renoncer à imaginer que des modèles objectifs, ou sans biais, soient possibles, car ceci est un but par nature inatteignable. » La question est davantage de savoir sur quels biais nous souhaitons nous appuyer et quels sont ceux à éviter.

(*) Auteur de « L'intelligence artificielle, ses biais et les nôtres »

Source : Les Echos

L'automatisation pour la réindustrialisation

Par Gérald Lelong (*)

L'année 2023 a marqué un tournant pour l'industrie européenne. Les chiffres d'Eurostat révèlent une augmentation de 2,6 % de la production industrielle de l'UE par rapport à 2022, témoignant d'une reprise encourageante après des années de déclin. Cette tendance positive s'explique en partie par les initiatives de relocalisation de la production et les investissements massifs dans les technologies de pointe. En France, la même dynamique est observée, avec une hausse notable des investissements dans le secteur industriel. Ces signaux confirment la volonté des pays européens de redynamiser leur tissu industriel et de renforcer leur souveraineté économique. Cependant, cette marche vers la réindustrialisation se heurte à un obstacle de taille : le manque de main-d'œuvre qualifiée. Ce défi, loin d'être négligeable, menace de ralentir, voire de freiner, les efforts déployés pour redynamiser l'industrie européenne. Le secteur de la logistique, pilier essentiel de la chaîne d'approvisionnement et donc de la réindustrialisation, illustre parfaitement cette problématique.

En France, en 2023, plus de 16.500 postes de caristes étaient à pourvoir, les régions les plus en demande étant les Hauts-de-France, suivies de la région Auvergne-Rhône-Alpes. Selon l'enquête « Besoins en main-d'œuvre » de France travail publiée en avril 2024, 57 % des recrutements sont jugés « difficiles » par les entreprises. Sans candidats, un problème mentionné dans 85 % des cas. Cette pénurie de main-d'œuvre a des conséquences lourdes : retards dans les livraisons, augmentation des coûts opérationnels et, à terme, une perte de compétitivité pour les entreprises européennes. L'automatisation peut alors constituer un levier précieux : en automatisant les tâches à faible valeur ajoutée, les entreprises libèrent des ressources humaines précieuses qui peuvent être réorientées vers des missions plus complexes et stratégiques. La principale cause invoquée est le nombre insuffisant de candidats, un problème mentionné dans 85 % des cas. Cette pénurie de main-d'œuvre a des conséquences lourdes : retards dans les livraisons, augmentation des coûts opérationnels et, à terme, une perte de compétitivité pour les entreprises européennes. L'automatisation

peut alors constituer un levier précieux : en automatisant les tâches à faible valeur ajoutée, les entreprises libèrent des ressources humaines précieuses qui peuvent être réorientées vers des missions plus complexes et stratégiques. Ce redéploiement des compétences est d'autant plus crucial face aux difficultés de recrutement rencontrées pour les postes techniques et spécialisés. Les robots industriels, par exemple, peuvent prendre en charge des tâches répétitives et physiquement exigeantes, permettant aux travailleurs de se concentrer sur des activités nécessitant une expertise, une analyse critique et une créativité accrue. L'automatisation présente également des avantages en matière de sécurité au travail. Les robots peuvent effectuer des tâches dangereuses, réduisant ainsi considérablement les risques de blessures pour les employés. Cela permet non seulement de protéger la santé des travailleurs, mais également de minimiser les coûts liés aux accidents du travail et aux interruptions de production. De plus, l'automatisation contribue à réduire les coûts opérationnels de plusieurs manières. Elle permet une utilisation plus efficace

des ressources, diminue le besoin de main-d'œuvre pour les tâches répétitives et minimise les erreurs humaines, conduisant ainsi à une production plus homogène et de meilleure qualité. Automatiser les processus logistiques, par exemple, peut pallier le manque de main-d'œuvre et améliorer l'efficacité opérationnelle, contribuant ainsi à la compétitivité des entreprises européennes. L'innovation, sous toutes ses formes, doit être au cœur de notre stratégie de réindustrialisation. Automatisation et formation continue sont les deux piliers sur lesquels repose la renaissance industrielle de l'Europe et de la France. Pour que cette vision devienne réalité, il est impératif que ces deux éléments soient mis en œuvre de manière synchronisée. L'une ne peut être réellement bénéfique sans l'autre. C'est en mariant technologie et capital humain que nous pourrions surmonter la pénurie de talents et construire une industrie résiliente et souveraine. L'heure est à l'action : innovons pour réindustrialiser l'Europe.

(*) Directeur général de FORX

Source : Les Echos

**L'AÉROPORT INTERNATIONAL DE HAMAD (QATAR)
Un nouveau record de fréquentation est atteint en juillet dernier**

L'aéroport international Hamad (HIA) est resté en forte croissance au cours du premier semestre 2024, établissant un nouveau record de 4,73 millions de passagers en juillet 2024, soit une augmentation de 10,2 % par rapport au même mois en 2023. Cette hausse a fait de ce mois le plus chargé de l'histoire opérationnelle de l'aéroport, consolidant encore davantage sa position en tant que carrefour aéronautique mondial de premier plan. Cette croissance du nombre total de passagers est due à un certain nombre de facteurs clés, dont notamment : Une augmentation du nombre de vols par les compagnies aériennes partenaires de l'aéroport pour répondre à la demande croissante de voyages pendant la saison des vacances d'été, une expansion du réseau de liaisons de Qatar Airways et une mise en place de vols spéciaux pour la saison des vacances d'été.

L'aéroport a ainsi enregistré une augmentation du trafic total de 3,9 % en juillet par rapport au mois précédent. Le coefficient d'occupation, qui mesure le taux de remplissage des avions, était de 82,8 pour cent, ce qui indique un taux d'occupation élevé pour les vols opérant à partir de l'HIA. Ce taux d'occupation élevé reflète l'utilisation efficace de la capacité en sièges des avions ainsi que la forte demande de voyages via l'aéroport international Hamad de Qatar. Le précédent record du nombre total de passagers avait été établi en janvier, lorsque l'aéroport avait accueilli près de 4,5 millions de passagers.

TUNISIE

La cybersécurité, un enjeu de taille pour les PME

Le marché du cyber assurance est à un tournant critique, montrant des signes positifs de croissance, mais confronté à des défis persistants liés à l'incertitude, à l'assurabilité et à la complexité des risques cyber.

C'est ce qui ressort d'un nouveau rapport sur les risques émergents en Tunisie qui indique que la cybersécurité demeure la première ligne de défense contre les menaces numériques, et la cyber assurance doit être considérée comme un complément essentiel face aux défis croissants du monde numérique.

Immunsation et position offensive

Dans un contexte d'interconnexion des systèmes d'information, où la sécurité informatique est intégrée au projet global de sécurité, il est crucial d'adopter une position offensive en préparant les entreprises à faire face aux cyberattaques.

D'après la dernière étude de Kaspersky, le leader mondial de la cybersécurité, portant sur la maturité des petites et moyennes entreprises (PME) tunisiennes en matière de cybersécurité, 80% d'entre elles estiment être immunisées contre le risque cyber. Cependant, l'étude révèle que la plupart des entreprises ne sont pas suffisamment formées sur les risques

cyber et leurs conséquences, soulignant la nécessité d'une vigilance renforcée en matière de cybersécurité.

Bien que la digitalisation des PME en Tunisie soit en croissance, l'étude indique que seulement 20% des PME interrogées estiment être exposées au risque cyber, malgré une augmentation des attaques détectées. Les experts soulignent le besoin d'une prise de conscience accrue et d'investissements dans des solutions de cybersécurité robustes pour protéger les PME contre les cyber menaces.

Alors que les nouvelles technologies offrent un environnement numérique interconnecté avec flexibilité, croissance rapide et bien-être des citoyens, ces avantages ne sont pas sans risques ; risques qui se cachent dans le cyberspace, en plus des menaces à l'intérieur des pays.

Capacités nationales efficaces

À travers sa stratégie nationale de cybersécurité 2020-2025, l'État tunisien vise à prévenir les cyber menaces, résister aux cyber menaces

en s'appuyant sur ses capacités nationales, diriger et gérer son cyberspace national et soutenir la confiance numérique, en renforçant la coopération internationale et en atteignant le leadership dans le domaine numérique.

Quant au secteur des assurances, une nette évolution a été enregistrée ces dernières années que ce soit au niveau des capitaux assurés ou les primes nettes qui passent respectivement de 7 180 000 dinars en 2019 à 47 230 461 dinars en 2022 et de 45 650 dinars en 2019 à 460 573 dinars en mai 2022.

Pour répondre aux besoins accrus du marché, plusieurs compagnies d'assurances commencent à commercialiser la couverture assurance Cyber.

Les risques et les modes de diffusion des cyber risques évoluent constamment, impactant particulièrement les PME. Les chiffres montrent la croissance incontestable des cyberattaques, rendant la cybersécurité plus cruciale que jamais. Ainsi, souscrire une assurance cyber devient une nécessité immédiate pour les chefs d'entreprise soucieux de protéger leurs biens.

ARABIE SAOUDITE

Une nouvelle plateforme numérique stimule le secteur pétrochimique saoudien

Le secteur pétrochimique saoudien a reçu un coup de pouce grâce à la plateforme numérique du ministère de l'Industrie et des Ressources minérales, qui a permis de livrer plus de 100 000 tonnes de matières premières aux usines locales.

Lancée à la mi-2023, la plateforme nommée "Disponibilité et compétitivité des matières premières pétrochimiques", est conçue pour relever les défis liés à l'excès de matières premières disponibles localement et pour résoudre les problèmes de compétitivité découlant des disparités de prix.

Au cours de sa première année d'existence, l'initiative a traité plus de 60 demandes émanant d'usines locales, facilitant ainsi une coordination cruciale entre les entreprises de

base et de transformation ainsi que les agences gouvernementales. Cet effort s'inscrit dans la stratégie plus large du ministère visant à améliorer l'intégration et l'efficacité des chaînes d'approvisionnement pétrochimiques locales.

Selon Jarrah ben Mohammed Al-Jarrah, porte-parole du ministère, le succès de l'outil est attribué à la coordination efficace entre les différentes parties prenantes.

Il a souligné que le système a permis de relever les défis liés à la compétitivité des matières premières pétrochimiques, qui étaient auparavant affectées par les variations des prix locaux.

La plateforme a établi des canaux officiels pour plus de 2 500 usines réparties dans plus de 40 zones industrielles, ce qui a considérablement

amélioré la chaîne d'approvisionnement et l'efficacité opérationnelle. En rationalisant l'approvisionnement en matières premières pétrochimiques, elle a amélioré l'efficacité des usines et la production du secteur industriel, contribuant de manière positive au contenu local et stimulant les exportations.

L'initiative s'aligne sur les objectifs économiques plus larges de l'Arabie saoudite, en particulier ceux décrits dans Vision 2030. Selon le Centre national d'information industrielle et minière, la richesse minière du pays est estimée à 9,4 billions de SR (2,5 billions de dollars) en avril 2024.

Cette évaluation souligne l'ambition du Royaume de faire de l'exploitation minière un pilier fondamental de sa stratégie industrielle et soutient l'objectif du ministère de renforcer le

secteur.

Le programme, qui relève du Comité d'intégration de la chaîne d'approvisionnement pétrochimique, vise à synchroniser la disponibilité des matières premières pétrochimiques avec les besoins des industries de transformation et des industries chimiques spécialisées. Les améliorations réalisées au cours de la première année devraient permettre une croissance continue de l'efficacité des usines, du contenu local et des exportations.

Alors que l'Arabie saoudite renforce ses capacités industrielles, l'outil numérique pour les matières premières pétrochimiques représente une étape cruciale vers une intégration et une efficacité accrues dans le secteur.

ÉLECTION À LA PRÉSIDENTIE DE LA BAD

Le mauritanien Ousmane Kane dans les starting-blocks

La Banque africaine de développement (BAD), une institution financière multinationale de développement basée à Abidjan en Côte d'Ivoire, élira un nouveau président en mai 2025.

A quelques mois de l'ouverture des candidatures pour cette élection prévue en septembre prochain, plusieurs candidats sont dans les starting-blocks.

Selon une note d'information transmise le lundi 27 août 2024 à Abidjan.net, "parmi les noms qui circulent avec insistance", celui du mauritanien Ousmane Kane, une personnalité proche du président de la Mauritanie Mohamed Ould El Ghazaouani qui a travaillé pendant une quinzaine d'années à plusieurs postes de responsabilité à la BAD dont celui de

vice-président chargé des services institutionnels.

"Ousmane Kane a toujours prôné une approche inclusive et durable du développement. Cela s'était reflété déjà en 2003 dans le premier plan stratégique pour la période 2003-2007 de la BAD qu'il avait élaboré avec ses équipes en qualité de directeur de la planification de l'institution. Aussi dans ses déclarations récentes, il a souligné l'importance de renforcer les infrastructures, d'encourager l'innovation et de promouvoir une intégration régionale accrue", a fait savoir la note.

Par ailleurs, à en croire le document, "fort d'une carrière impressionnante" au service de l'économie de son pays et de l'Afrique en général, M. Kane a été ap-

proché par plusieurs personnalités du continent afin de se porter candidat à la présidence de la BAD.

"Sa candidature bénéficie d'un large soutien au sein de plusieurs pays membres africains et non africains, des organisations de la société civile et des milieux d'affaires. Des personnalités influentes du secteur financier et des gouvernements africains ont exprimé leur confiance en son leadership et sa capacité à naviguer dans les complexités économiques de notre époque. Sa réponse est vivement attendue", a précisé le document.

En outre, la note estime que cette élection à la présidence de la BAD prévue en mai 2025" revêt une importance capitale" pour cette institution.

Diplômé de la prestigieuse école polytechnique de Paris et de l'école nationale supérieure des mines de Saint-Etienne, Ousmane Kane a travaillé près de 15 ans au sein de la BAD.

Il a occupé, entre autres, les postes de directeur des ressources humaines, directeur de la planification stratégique et vice-président chargé des services institutionnels de la BAD.

Hormis M. Ousmane Kane, plusieurs autres personnalités sont pressenties pour se porter candidat à la présidence de la BAD.

L'on peut citer entre autres, le béninois Romuald Wadagni, le tchadien Abbas Mahamat Tolli et le Sénégalais Amadou Hott.

UEMOA

Des indicateurs au vert pour les banques, mais aussi des vulnérabilités

Les banques de l'UEMOA affichent des résultats financiers solides, mais la hausse des créances douteuses et la baisse du provisionnement des risques signalent de potentielles vulnérabilités.

Les établissements de crédit de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) continuent de démontrer une solide performance financière, malgré un environnement économique de plus en plus incertain. Cependant, derrière ces chiffres positifs se cachent des signaux d'alerte qui appellent à une gestion prudente et vigilante des risques. C'est ce que révèlent les dernières données publiées par la Commission bancaire de l'UEMOA, analysées par l'Agence Ecofin.

Une croissance entraînée par le crédit, mais à quel prix ?

Les banques de l'UEMOA ont enregistré une croissance notable de leurs actifs en 2023, avec un total bilan de 65 921,3 milliards FCFA, soit une hausse de 2,9 % par rapport à l'année précédente. Une grande partie de cette expansion est due aux crédits qui ont bondi de 7,8 %, pour s'établir à 35 264 milliards FCFA. Cette expansion du crédit est un signe encourageant pour l'économie régionale et montre surtout une reprise de la demande et une confiance solide dans la capacité des emprunteurs à rembourser. Cependant, cette croissance rapide des crédits n'est pas sans risques. Le taux net de dégradation du portefeuille, qui mesure la proportion de créances douteuses après provision, est passé de 3,3 % en

2022 à 3,7 % en 2023. Une hausse qui, si elle paraît modeste, pourrait être le premier signe d'un glissement progressif vers des créances de moins en moins recouvrables. Cela pourrait poser des problèmes à moyen terme si la tendance se poursuit.

Des signes d'inquiétude sur la qualité des actifs

Le taux de provisionnement des créances en souffrance, un indicateur clé de la gestion des risques, a diminué de 64,9 % en 2022 à 58,7 % en 2023. Si cette baisse significative peut indiquer une approche plus optimiste des banques quant au recouvrement de leurs créances douteuses, elle révèle également que les banques de l'UEMOA sont de plus en plus exposées aux risques, dans un contexte où les perspectives économiques restent incertaines. Moins de provisions, c'est plus de vulnérabilité en cas de crise. Et avec un taux brut de dégradation du portefeuille qui se maintient à 8,5 %, les banques marchent toujours sur une corde raide, séquelle de la covid-19. Ce ratio indique que près d'un dixième des actifs bruts des banques sont de nature douteuse, ce qui représente un risque latent qui pourrait affecter leur stabilité financière si les conditions économiques se détériorent davantage.

Les marges sous pression

Certes, les indicateurs de rentabilité semblent au beau fixe. Le produit net bancaire a grimpé de 10 % pour atteindre 3354 milliards FCFA en 2023 tandis que le résultat net s'est envolé de 18,9 %, s'établissant à 1153,3 milliards FCFA. Mais ces bons résultats ne doivent pas masquer certains défis. Car, bien que la marge globale des banques ait légèrement augmenté à 5,2 % en 2023, le coefficient net d'exploitation, qui mesure l'efficacité opérationnelle, a continué de baisser, passant de 59,5 % en 2022 à 56,3 % en 2023. Cette diminution suggère que les banques doivent faire face à une pression accrue sur leurs marges, possiblement en raison d'une concurrence intense ou peut-être des coûts opérationnels qui augmentent plus vite que les revenus, notamment des coûts de refinancement plus élevés du fait de la politique monétaire restrictive de la BCEAO.

Face à ces défis, les banques ont renforcé leurs fonds propres qui ont augmenté de 19,4 % pour atteindre 5175,2 milliards FCFA en 2023. Une réponse prudente aux risques croissants pour permettre aux banques de mieux absorber les chocs potentiels. Le ratio de solvabilité total s'est ainsi légèrement amélioré à 14,1 %, un niveau confortable mais qui devra être surveillé de près si les conditions de marché se détériorent.

BURKINA FASO

Fin du litige sur l'or entre Endeavour et le groupe de Tiemtoré

Au Burkina Faso, Lilium Mining, compagnie appartenant indirectement à Simon Tiemtoré, a acquis en 2023 deux mines d'or auprès d'Endeavour Mining. Un an plus tard, cette compagnie cède le contrôle des mines à l'État burkinabé, après un différend l'ayant opposé au vendeur.

Lilium Mining a signé un accord avec Endeavour Mining pour mettre fin au différend judiciaire relatif aux mines d'or Boungou et Wahgnion. C'est l'annonce faite le 27 août par Endeavour qui précise que la propriété des deux mines sera transférée au gouvernement burkinabé. Aux termes de l'accord, l'État burkinabé versera d'ici la fin de l'année une contrepartie en espèces de 60 millions de dollars répartis en trois versements à Endeavour. Le premier producteur d'or en Afrique de l'Ouest a aussi obtenu une redevance de 3 % sur la production de la mine d'or Wahgnion, jusqu'à un maximum de 400 000 onces vendues.

Quelles conséquences pour Lilium Mining ?

Aucun détail n'a été donné sur la contrepartie tirée par Lilium Mining dans le cadre de cet accord à l'amiable. Il faut souligner que la cession des deux mines d'or à l'État apparaît comme un frein aux ambitions de la compagnie au Burkina Faso. Avec l'annonce de l'acquisition de Boungou et Wahgnion en 2023, Lilium Mining a en effet indiqué vouloir « s'établir en tant que producteur d'or intermédiaire » originaire d'Afrique, dans un paysage minier continental dominé par les compagnies étrangères. Contactée par notre rédaction, la filiale de Lilium Capital, groupe de l'homme d'affaires d'origine burkinabé Simon Tiemtoré, n'a pas encore réagi au moment de la publication.

Rappel du différend

L'accord conclu entre Lilium Mining et Endeavour Mining sous l'égide du gouvernement burkinabé met fin aux procé-

dures légales réciproques engagées par les deux sociétés.

En avril dernier, Endeavour a en effet annoncé l'ouverture d'une procédure auprès de la Cour d'arbitrage international de Londres pour récupérer 125 millions de dollars que lui devrait Lilium. Dans la foulée, cette dernière a répliqué avec des demandes reconventionnelles devant la même juridiction, accusant par ailleurs Endeavour de « dissimulations d'informations » lors de la vente des mines.

Si l'accord à l'amiable ne tire pas au clair les allégations des deux parties, elle peut en revanche favoriser la reprise des opérations à Wahgnion et Boungou. Bien qu'en déclin, il s'agit de deux mines qui ont livré 240 000 onces (6,8 tonnes) d'or en 2022, soit environ 12 % de la production nationale d'or du Burkina Faso cette année-là. Les prochains mois donneront plus d'éléments sur la manière dont le gouvernement compte mettre ces deux actifs au service du pays.

HUILE DE PALME

Le Ghana veut devenir un membre à part entière du conseil des producteurs

Le Ghana est le 5ème producteur africain d'huile de palme derrière le Nigéria, la Côte d'Ivoire, le Cameroun et la RDC. Le gouvernement qui souhaite améliorer les performances de la filière, compte renforcer la coopération avec les principaux acteurs du marché mondial. Le Ghana souhaite devenir un membre à part entière du Conseil des pays producteurs d'huile de palme (CPOPC). L'annonce a été faite par Bryan Acheampong, ministre de l'Alimentation et de l'Agriculture, dans un communiqué publié le 25 août. Alors que le pays est un membre observateur du CPOPC depuis 4 ans, le responsable estime que ce changement de statut devrait accorder certains privilèges pour améliorer la performance de l'industrie ghanéenne de l'huile de palme. « L'adhésion du Ghana en tant que membre à part entière devrait profiter aux petits exploitants agricoles qui auront accès aux conférences et aux activités organisées par l'organisation. Cette démarche a le potentiel de transformer le secteur de l'huile de palme, d'améliorer la productivité et d'augmenter les opportunités d'emploi », peut-on lire dans le communiqué. A cette fin, l'Autorité de développement des cultures arboricoles (TCDA) a été mandatée pour entamer la démarche et mener à bien le processus pour le changement de statut du Ghana.

LIBERIA

Accord préliminaire avec le FMI sur une facilité de 209 millions \$

Le prêt devrait soutenir un programme de réformes qui vise notamment à rétablir la viabilité budgétaire, à reconstruire les réserves extérieures et rendre stable le secteur financier. Le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé dans un communiqué publié lundi 26 août 2024, avoir conclu un accord préliminaire avec le Liberia sur un prêt de 209 millions de dollars au titre de la facilité élargie de crédit (FEC). L'accord devrait être approuvé par le conseil d'administration du Fonds lors d'une réunion prévue pour le 25 septembre, a-t-on précisé de même source. Le FMI a par ailleurs indiqué que la nouvelle facilité de crédit, dont le versement s'étalera sur 40 mois, soutiendrait la mise en œuvre de plusieurs réformes économiques par les autorités, notamment le rétablissement de la viabilité budgétaire, la restitution des réserves extérieures, la garantie de la stabilité du secteur financier et la relance de réformes visant à résoudre les problèmes de gouvernance et de corruption. « Les autorités ont élaboré un programme de réformes solide, et ont lancé des actions essentielles pour gérer la situation budgétaire difficile et répondre aux préoccupations liées à la gouvernance de la Banque centrale », a déclaré Daehaeng Kim, chef d'une mission d'experts dépêchés récemment par le FMI à Monrovia, la capitale du pays.

POINT MARCHÉS

Prudence en vue en Europe avant les résultats de Nvidia

Les principales Bourses européennes sont attendues sur une note prudente mercredi avant les comptes financiers de Nvidia et à la veille de la publication d'indicateurs macroéconomiques clés en Europe et aux États-Unis susceptibles de fournir des éléments sur la conjoncture et l'inflation.

D'après les premières indications disponibles, le CAC 40 parisien devrait gagner 0,13% à l'ouverture. Le Dax à Francfort pourrait avancer de 0,03%, tandis que le FTSE 100 à Londres devrait prendre 0,15%. L'indice EuroStoxx 50 est attendu en progression de 0,06%. Le Stoxx 600 est vu en baisse de 0,04%.

Alors que la séance du jour est relativement pauvre en statistiques économiques, le marché prendra connaissance jeudi en zone euro du climat des affaires et des chiffres préliminaires sur l'évolution des prix en août, tandis qu'outre-Atlantique sont attendus une estimation du produit intérieur brut (PIB) pour le deuxième trimestre et les inscriptions hebdomadaires au chômage. Côté entreprises, Nvidia, deuxième capitalisation boursière à Wall Street derrière Apple, doit publier ce mercredi ses résultats trimestriels, tout comme HP Inc ou encore Salesforce, ce qui pourrait influencer sur le compartiment technologique.

Le cours de l'action Nvidia a augmenté d'environ 3.000% depuis 2019, avec une capitalisation boursière désormais forte de 3.200 milliards de dollars, grâce à sa domination sur les composants destinés à l'intelligence artificielle (IA).

A Wall Street

La Bourse de New York a fini en hausse

EN ATTENDANT LES RÉSULTATS DE NVIDIA

La Bourse de Paris en légère hausse

La Bourse de Paris évolue en petite hausse mercredi, dans un marché tourné vers les États-Unis alors que les investisseurs attendent la publication des résultats du géant technologique américain Nvidia. L'indice vedette de la place financière française, le CAC 40, s'octroyait 0,27% vers 09h30, soit 20,13 points à 7.585,26 points. Mardi, l'indice a terminé en baisse de 0,32%, à l'issue d'une séance aux volumes d'échanges modestes (1,9 milliard d'euros). «Les investisseurs sont en position d'attente avant les résultats très attendus de la superstar du secteur technologique Nvidia, qui doivent être publiés plus tard», après la clôture des marchés américains, commente Susannah Streeter, analyste chez Hargreaves Lansdown. Grand vainqueur de la révolution de l'IA (intelligence artificielle) générative, Nvidia pulvérise, trimestre après trimestre, les attentes des analystes grâce à l'attractivité de ses cartes graphiques, des puces aux capacités de calcul démultipliées. La capitalisation boursière de Nvidia a bondi depuis un peu plus d'un an, jusqu'à devenir la deuxième plus grosse du monde. «Le cours de l'action Nvidia est déjà en

mardi. Le Dow Jones a établi un record de clôture à l'issue d'une séance en dents de scie, à la veille de la publication des résultats trimestriels très attendus de Nvidia. L'indice Dow Jones a gagné 0,02% à 41.250,50 points. Le S&P-500, plus large, a pris 0,16% à 5.625,80 points.

Le Nasdaq Composite a avancé de son côté de 0,16% à 17.754,82 points. Nvidia a pris 1,5% avant la publication mercredi de résultats trimestriels qui auront un impact sur les valeurs technologiques et, plus largement, sur les marchés, après les inquiétudes liées aux investissements supplémentaires dans l'IA annoncés par Microsoft, Alphabet et d'autres géants technologiques. Sur les onze secteurs majeurs du S&P-500, six ont progressé, au premier rang desquels les technologies de l'information. Parmi les mouvements à noter, Paramount Global s'est replié de plus de 7% après qu'Edgar Bronfman Jr. a retiré son offre pour le rachat du groupe, laissant le champ libre à Skydance Media.

En Asie

A la Bourse de Tokyo, l'indice Nikkei est pratiquement stable (-0,04%) autour de 38.273 points, la vigueur du yen et l'attente des résultats de Nvidia empêchant toute prise de risque. Le Topix, plus large, grap-

pille 0,28% à 2.688,31 points.

L'indice MSCI regroupant les valeurs d'Asie et du Pacifique (hors Japon) perd 0,4%. En Chine, le SSE Composite de Shanghai fléchit de 0,22% et le CSI 300 reflue de 0,61%, les indices étant pénalisés par les résultats des sociétés spécialisées dans les boissons et la restauration qui montrent des risques de déflation dans la deuxième économie mondiale. L'indice CSI Liquor abandonne 4,16%, tandis que celui des biens de consommation de base cède 2,32%.

Changes/taux

Le dollar progresse mercredi de 0,22% face à un panier de devises de référence, mais reste près d'un plus bas de 13 mois établi mardi à 100,51 points.

L'euro recule de 0,22%, à 1,1160 dollar, tout en demeurant non loin d'un pic de 13 mois atteint en début de semaine.

La livre sterling s'échange à 1,3242 dollar (-0,12%) après avoir grimpé mardi à son plus haut niveau depuis mars 2022 face au billet

vert à 1,3269 dollars. Le Premier ministre britannique Keir Starmer a jugé mardi nécessaires des décisions impopulaires et douloureuses pour essayer de résoudre les problèmes auxquels la Grande-Bretagne est confrontée.

Le rendement des bons du Trésor américain à dix ans est pratiquement inchangé à 3,8292%, après une légère hausse la veille, de 1,3 point de base.

Pétrole

Le marché pétrolier rebondit légèrement mercredi après une forte baisse la veille qui a mis fin à trois jours de hausse, les investisseurs oscillant entre les inquiétudes sur l'approvisionnement en Libye et au Moyen-Orient et les craintes sur la demande mondiale de carburant.

Le Brent grignote 0,03% à 79,57 dollars le baril et le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) grappille 0,01% à 75,53 dollars.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 28 Août 2024
Valeur : 30 Août 2024

BASE	DEVISES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR	133.6192	133.6342
1	EUR EURO	148.8785	148.9086
1	GBP POUND STERLING	176.9322	176.9755
100	JPY JAPANESE YEN	92.5084	92.5252
1	CNY CHINESE YUAN	18.7473	18.7509
1	CHF SWISS FRANC	158.4480	158.5222
1	CAD CANADIAN DOLLAR	99.3304	99.3489
1	DKK DANISH KRONE	19.9843	19.9872
1	SEK SWEDISH KRONA	13.1424	13.1466
1	NOK NORWEGIAN KRONE	12.7127	12.7190
1	AED UAE DIRHAM	36.3768	36.3868
1	SAR SAUDI RIYAL	35.6080	35.6139
1	KWD KUWAITI DINAR	437.6652	438.0013
1	TND TUNISIAN DINAR	43.7529	44.1926
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	13.8641	13.8656
1	LYD LIBYAN DINAR	27.2971	27.4369
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA	3.3650	3.3755
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	180.3259	180.3259

Wall Street termine en hausse, nouveau record pour le Dow Jones

La Bourse de New York a fini en hausse, mardi, optimiste avant la publication mercredi, des résultats très attendus de Nvidia, nouvelle référence de Wall Street. Le Dow Jones a grappillé 0,02%, une progression suffisante pour inscrire un nouveau record en clôture, tandis que Nasdaq et S&P 500 ont engrangé 0,16% chacun. La séance avait démarré en baisse sur un marché indécis, la faiblesse des volumes augmentant la volatilité des cours. Beaucoup d'intervenants sont ainsi aux abonnés absents, lors d'une semaine marquée par le dernier grand

rendez-vous de l'été, le week-end de Labor Day (lundi sera férié). Mais la tendance s'est inversée en milieu de journée, après la publication de l'indice de l'organisation professionnelle Conference Board, qui a montré une forte hausse de la confiance des consommateurs en août, à 103,3 points contre 100,7 attendus par les économistes. En outre, ces consommateurs ont revu leurs prévisions d'inflation en baisse, à leur plus niveau depuis le début de la pandémie de coronavirus. «L'économie (américaine) n'est pas parfaite, mais elle va assez bien pour que le Dow Jones

continue à monter», a réagi Kim Forrest, de Bokeh Capital Partners. Influencés par la perspective de prochaines baisses de taux et une émission réussie de bons du Trésor par le gouvernement américain, les taux obligataires se sont détendus.

«Un impact énorme»

Le rendement des emprunts d'État américains à 2 ans s'affichait à 3,90%, contre 3,93% lundi en clôture. La place new-yorkaise retient son souffle avant la publication, mercredi après Bourse, des résultats du cham-

pin des semi-conducteurs Nvidia. «Cela va avoir un impact énorme», prévient Rusty Vanneman, responsable des investissements chez Orion Advisor Solutions. «Pas seulement pour cette action, mais sur le marché tout entier.» Grand vainqueur de la révolution de l'IA (intelligence artificielle) générative, Nvidia pulvérise, trimestre après trimestre, les attentes des analystes grâce à l'attractivité de ses cartes graphiques, des puces aux capacités de calcul démultipliées. La séance de mardi a mis à mal le scénario, avancé par beaucoup, d'une rotation en cours à New

York, des géants de la tech vers d'autres industries et des valeurs plus modestes.

Les grands acteurs des microprocesseurs, Nvidia (+1,46%), Broadcom (+1,11%) et Qualcomm (+2,62%), ont ainsi mené la charge. Ailleurs à la cote, le spécialiste des infrastructures d'informatique à distance (cloud computing) Super Micro Computer a souffert (-2,64%). Le fonds spéculatif Hindenburg Research, connu pour avoir destabilisé, à lui seul, le conglomérat indien Adani Group, en janvier 2023, a accusé, mardi Super Micro de manipulations comptables.

FRANCE

Le moral des ménages repart légèrement

Le moral des ménages français s'est établi à 92 au mois d'août, a annoncé l'Insee ce mercredi. S'il s'agit de son plus haut niveau depuis le début de la guerre en Ukraine, en février 2022, cet indicateur reste bien au-dessous de sa moyenne de longue période de 100.

Les ménages français relèvent un peu la tête en août. Leur moral s'est redressé d'un point, à 92, pour retrouver son plus haut niveau depuis le début de la guerre en Ukraine, a annoncé l'Insee ce mercredi. L'indicateur synthétisant les différentes composantes de cette opinion reste cependant bien au-dessous de sa moyenne de longue période de 100, précise l'institut. En août, mois des Jeux olympiques, il est marqué par un rebond des opinions sur le contexte économique général du pays. Celles sur les situations personnelles sont plus ternes. L'opinion des ménages sur leur situation financière passée baisse d'un point, tandis que leur opinion sur leur situation financière à venir augmente d'un point. Ces deux soldes restent de 2 points inférieurs à leurs moyennes de longue période.

La proportion de ménages estimant qu'il est opportun de faire des achats importants augmente (le solde gagne un point), mais demeure également « bien au-dessous » de sa moyenne de long terme, selon l'Insee. La part des ménages estimant qu'il est opportun d'épargner rebondit. Le solde d'opinion correspondant gagne 2 points après avoir perdu 4 points en juillet, « nettement au-dessus de sa moyenne de longue période ».

Optimisme sur la situation économique

L'opinion des ménages sur leur capacité d'épargne actuelle se dégrade légèrement (-2) et celle concernant leur capacité d'épargne future est stable. Ces deux soldes sont cette fois « bien au-dessus » de leur moyenne de longue période. Les ménages semblent regagner de l'optimisme sur la situation économique générale du pays. Ainsi, leur opinion sur l'évolution récente du niveau de vie en France gagne 4 points, et celle sur l'évolution à venir en gagne 5, tout en restant là encore « très au-dessous » de leur moyenne de longue période. Les craintes sur le chômage sont stables, et demeurent au-dessous de leur moyenne. Enfin, la crainte de l'inflation semble disparaître peu à peu : la part des ménages estimant que les prix vont accélérer au cours des douze prochains mois « diminue fortement ». Le solde d'opinion associé perd 6 points « et reste bien au-dessous » de sa moyenne de longue période. La part des ménages qui considèrent que les prix ont fortement augmenté au cours des douze derniers mois recule pour le sixième mois consécutif. Le solde d'opinion perd 4 points, tout en restant bien au-dessus de sa

moyenne de longue période.

Pour rappel, l'inflation en France s'est élevée à 2,3% sur un an en juillet, en légère hausse par rapport à juin (2,2%) en raison principalement de l'accélération sur un an des prix de l'énergie, a confirmé l'Insee le 14 août.

Le moral des chefs d'entreprises se redresse

Le climat des affaires, qui mesure le moral des chefs d'entreprise, s'est également « partiellement » redressé en août en France, mais reste en dessous de sa moyenne historique et du niveau constaté avant les élections législatives anticipées, a indiqué vendredi dernier l'Insee. A 97 points, l'indicateur demeure inférieur à sa moyenne de longue période fixée à 100 mais regagne trois points par rapport au mois de juillet, où il s'était effondré de 5 points pour chuter à 94, a détaillé l'Insee.

« Tous les secteurs d'activité contribuent à ce rebond », précise l'Insee. Le climat des affaires a ainsi progressé de quatre points en un mois dans l'industrie (99 en août, contre 95 en juillet), les entrepreneurs du secteur étant plus optimistes quant à leurs perspectives de production et à la demande issue de l'étranger.

ETATS-UNIS

Trump accepte finalement un débat avec Harris le 10 septembre

Deux jours après avoir menacé de ne pas participer, Donald Trump a annoncé être « parvenu à un accord » pour que le débat télévisé puisse se tenir. Le 10 septembre, il sera face à son adversaire démocrate à l'élection présidentielle, Kamala Harris. Une confrontation qui doit avoir lieu sur la chaîne ABC.

Revirement de situation. Mardi, Donald Trump a affirmé sur son réseau Truth Social être « parvenu à un accord » pour que puisse se tenir le débat télévisé très attendu du 10 septembre face à son adversaire démocrate à l'élection présidentielle Kamala Harris, sur la chaîne ABC. Pourtant, deux jours plus tôt, il avait menacé de ne pas y participer. L'équipe de l'actuelle vice-présidente des Etats-Unis n'a toutefois pas confirmé que l'événement aurait bien lieu.

A noter aussi : mardi, sur Truth Social, le républicain a par ailleurs affirmé que la démocrate avait refusé la tenue d'un débat le 4 septembre sur Fox News, la chaîne préférée des conservateurs, mais que ce rendez-vous restait possible si Kamala Harris « changeait d'avis ». Concernant le débat du 10 septembre, s'il a lieu, il devrait se tenir dans les mêmes conditions que la confrontation organisée le 27 juin sur CNN entre Donald Trump et le candidat d'alors, le président démocrate Joe Biden, explique le Républicain. Aucun public n'était alors présent en studio et le microphone des deux candidats était coupé lorsque leur concurrent s'exprimait. L'ex-président a déclaré qu'ABC l'avait assuré que le débat, organisé à Philadelphie, serait « juste et équitable ».

Conflit autour des micros

Lors des discussions autour de ce débat, l'équipe de campagne de Kamala Harris avait fait pression pour que les micros des candidats restent allumés tout au long du programme. Mais entre temps, l'organisation a réagi en accusant le milliardaire d'avoir changé les règles du jeu et est restée évasive quant à l'acceptation des termes du débat.

« Les deux candidats ont publiquement fait connaître leur volonté de débattre avec des micros non coupés pendant toute la durée du débat afin de permettre de réels échanges (...), mais il semble que Donald Trump laisse son équipe le contredire », a affirmé le camp de Kamala Harris dans un communiqué.

« Pourquoi est-ce que je débattrais contre Kamala Harris sur cette chaîne? », avait écrit dimanche l'ancien président sur Truth Social, sur fond de frictions sur la gestion des micros. Malgré tout, le républicain assure que cette question autour des microphones « n'a pas d'importance pour moi. Je préférerais sans doute que (les micros) soient ouverts ». L'équipe de campagne de Kamala Harris a pour sa part accusé l'entourage du candidat républicain de vouloir le protéger en exigeant que les micros soient coupés, parce qu'il « ne croit pas son candidat capable de rester présidentiel pendant 90 minutes ».

Kamala Harris en tête dans les sondages

Les débats qui auront lieu quelques mois

avant le vote du 5 novembre seront cruciaux pour les deux candidats.

Car, alors que Donald Trump était parti largement vainqueur suite au début de campagne raté de Joe Biden, la nouvelle candidate démocrate devance maintenant le milliardaire (49% contre 47%). Plus important, elle a aussi inversé les courbes dans certains États pivots, ces fameux « swing States » qui décideront de l'élection. C'est le cas dans le Wisconsin, la Pennsylvanie ou le Michigan. L'écart reste ténu et dans la marge d'erreur. Mais cela montre que la dynamique est désormais du côté de Harris.

Corollaire de ce succès sondagier, le nerf de toute guerre électorale américaine : l'argent. L'équipe de campagne démocrate n'avait pas engrangé autant de cash depuis longtemps : 310 millions de dollars pour le seul mois de juillet. Le camp républicain, lui, a plafonné à 139 millions.

Enfin, le contexte économique est devenu soudainement très favorable au gouvernement en place. Alors que les marchés ont connu un coup de chaud il y a dix jours et que le spectre d'une récession américaine planait encore, la publication cette semaine des chiffres de l'emploi et des ventes au détail ont rassuré. Sur-tout, l'inflation, premier sujet de préoccupation des Américains, est tombée à 2,9% (CPI) en juillet, soit le chiffre le plus faible depuis trois ans et demi. Cela a permis à Kamala Harris de dérouler avec un peu plus d'assurance son programme économique vendredi. Un projet centré sur la baisse du coût de la vie qui pourrait séduire les classes moyennes.

CLIMAT

Deux ONG traduisent l'UE en justice pour des objectifs « insuffisants »

Dans leur plainte, les deux ONG demandent à la Commission de réviser à la baisse les niveaux d'émissions autorisés pour chacun des 27 pays membres. Et ce, dans divers secteurs d'activité (bâtiment, agriculture, transport...).

Peut mieux faire. CAN Europe et Global Legal Action Network (GLAN), deux organisations de défense de l'environnement, ont décidé de poursuivre la Commission européenne devant la justice de l'UE. Elles estiment en effet que Bruxelles a assigné aux Etats membres des objectifs climatiques « insuffisants », de nature à violer l'engagement de l'Accord de Paris de 2015 sur le réchauffement de la planète.

Concrètement, dans cette plainte les deux ONG demandent à la Commission de réviser à la baisse les niveaux d'émissions autorisés pour chacun des 27 pays membres dans divers secteurs d'activité (bâtiment, agriculture, transport...).

« Les allocations annuelles d'émissions décidées par la Commission européenne sont tout à fait insuffisantes pour limiter les gaz à effet de serre (...) et sont contraires à la législation environnementale », affirment-elles. Selon les ONG, l'action en justice devant le Tribunal de l'UE - établi à Luxembourg - pourrait déboucher sur un jugement « début 2026 », après des plaidoiries l'an prochain.

Pour constituer cette plainte, les deux organisations ont expliqué ce mardi s'appuyer sur une récente décision de la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH). Celle-ci « contraint les Etats à adopter des objectifs cohérents avec la limitation du réchauffement climatique à 1,5°C », conformément à l'Accord de Paris signé en 2015. En avril dernier, la CEDH avait ainsi condamné la Suisse pour son manque d'action face au changement climatique, rendant un arrêt qualifié d'« historique » par les défenseurs de l'environnement, censé s'appliquer aux 46 Etats membres du Conseil de l'Europe.

La cible des plaignants est donc cette fois l'UE et ses 27 Etats membres, censés atteindre en 2030 une baisse de 55% de leurs émissions de gaz à effet de serre par rapport à 1990. Or, l'Union doit accélérer ses réductions et parvenir à une baisse d'« au moins 65% si elle veut être un acteur crédible », estime Sven Harmeling, un responsable de CAN Europe, dans un communiqué. Il appelle notamment à une accélération du recours aux énergies renouvelables.

XPENG

Des usines en Europe pour échapper aux frais de douane

Xpeng, le constructeur chinois de véhicules électriques et partenaire de Volkswagen, envisage de construire des usines en Europe pour contourner les tarifs d'importation élevés imposés par l'Union européenne.

Avec des tarifs de douane pouvant atteindre jusqu'à 36,3 % pour les constructeurs chinois et 21,3 pour XPeng, la marque indépendante se doit de trouver une alternative afin d'atténuer leur impact sur ses profits européens. Une solution consisterait à produire des voitures en Europe et s'inscrirait dans une stratégie plus large de mondialisation. Xpeng prévoit également de construire un centre de données en Europe pour soutenir ses fonctionnalités avancées de conduite intelligente, qui reposent sur l'intelligence artificielle.

Intelligence artificielle

L'entreprise chinoise fait face à des défis importants, notamment des ventes domestiques décevantes, des différends sur la planification des produits, et une guerre des prix prolongée sur le marché chinois. Son action en bourse a perdu plus de la moitié de sa valeur depuis janvier, et ses livraisons de véhicules au premier semestre sont bien en deçà des niveaux de ses concurrents comme



BYD. Malgré cela, Xpeng continue de viser une expansion globale, en comptant sur son expertise en intelligence artificielle pour percer sur le marché

européen et dans le domaine de la conduite autonome. En dépit des obstacles, Xpeng reste déterminée à devenir un acteur majeur

sur le marché des véhicules électriques, en se préparant à lancer des modèles dotés d'une intelligence artificielle avancée d'ici 2025. L'entreprise est convaincue que la vente de voitures intelligentes à grande échelle sera déterminante pour s'imposer dans les dix prochaines années, alors que l'industrie évolue vers une conduite de plus en plus automatisée.

Avec l'aide de Volkswagen

Un partenariat avec Volkswagen, lancé il y a un an, offre une lueur d'espoir pour Xpeng. Ce partenariat permet à l'entreprise de bénéficier de l'expertise de VW en matière de gestion de chaînes d'approvisionnement, contribuant ainsi à une amélioration significative de sa marge brute. Le partenariat a également renforcé la collaboration entre les deux entreprises, avec des rencontres régulières au niveau de la direction pour s'assurer de son succès. De son côté, le constructeur allemand profitera des plateformes techniques et logicielles de XPeng pour essayer de retrouver de la compétitivité sur le marché chinois.

Voici la nouvelle Smart #5 (2024)

Smart présente un nouveau SUV électrique aux allures de géant dans l'histoire de la marque. La Smart #5 se la joue premium et profite d'une batterie de 100 kWh et d'une architecture en 800 volts.

Smart étoffe encore sa gamme avec un SUV électrique supplémentaire. Venant se placer au-dessus des Smart #1 et #3, la Smart #5 affiche ses ambitions par ses dimensions autant que par son contenu technologique : 800 V, 100 kWh, des valeurs fortes et estampillées « haut de gamme ». Mais que savons-nous de ce nouveau porte-drapeau de la marque sino-teutonne ?

Carrosserie : design et dimensions

Ce grand SUV de 4705 mm de long partage la veine stylistique des Smart #1 et #3, ce qui implique des volumes lisses, sans arêtes vives ni angles agressifs. Point de pavillon flottant cependant et un montant C épais qui accueille le logo Smart. Le profil très rectangulaire présente un capot très plat et un hayon vertical augurant d'un volume de coffre généreux. Les roues rejetées aux quatre coins de la carrosserie trahissent un empattement étiré sur 2900 mm, comme il sied à une voiture électrique, tandis que les optiques adoptent un motif spécifique composé de blocs en parallélogramme avec les phares et les feux diurnes, reliés par un bandeau à quatre encoches et autant de points lumineux à l'avant. Un schéma qui se répète à l'arrière. Les designers ont conservé les poignées de porte affleurantes et les vitres latérales sans encadrement. Petite originalité, Smart a prévu des enjoliveurs « flottants » à logo central qui restent droits même lorsque les roues patinent.

Le client pourra opter pour deux styles différents. Ou très lisse et chic



ou plus baroudeur avec de nombreux accessoires aventureux : galerie de toit, bacs de rangement latéraux au niveau du montant C, plaques de protection du soubassement à l'avant et l'arrière ou des marchepieds généreux, sans oublier l'indispensable rampe d'éclairage led au sommet du pare-brise.

Habitacle et coffre

Smart ne communique pas encore la largeur ou la hauteur, ni même le vo-

lume de coffre mais précise que 34 espaces de rangement garnissent l'habitacle et que le frunk offre une contenance de 72 l. La cabine suit le style extérieur et se distingue nettement des Smart #1 et #3 avec un mobilier moins organique qui fait la part belle à la forme de rectangle aux extrémités arrondies que l'on retrouve pour la planche de bord, les poignées de porte, les porte-gobelets, etc. La Smart #5 offre trois écrans avec une dalle de 10,3



pouces pour le combiné d'instruments derrière le volant et deux écrans AMOLED de 13 pouces placés côte-à-côte en position centrale et face au passager avant. Le conducteur bénéficie en sus d'un affichage tête haute de 25,6 pouces intégrant la réalité augmentée. Stricte 5 places, la Smart #5 dispose d'une banquette en deux parties 60/40 dont les dossiers rabattables assurent un plancher de chargement plan. Mais il sera également possible de disposer les dossiers avant à plat pour bénéficier d'un espace de cou-



rage modulable. Smart met l'accent sur le positionnement premium du #5 avec une sellerie en cuir, des placages en bois de chêne et une installation audio Sennheiser haut de gamme qui offre une puissance de crête de 2000 watts, sans oublier le sacro-saint éclairage d'ambiance LED qui offre le choix entre 256 couleurs différentes.

Spécifications et batterie

Pour l'instant, Smart ne se montre guère généreux en informations techniques. Le constructeur concède toutefois que la Smart #5 repose sur une plateforme dotée d'une architecture électrique en 800 V et bénéficie d'un pack de batteries d'une capacité de 100 kWh. Smart précise également que la charge rapide en courant continu permettra de passer de 10 à 80 % en 15 minutes et que l'autonomie CLTC est fixée à 740 km. Il va de soi que la valeur WLTP, plus réaliste, sera sensiblement inférieure à cette dernière. Smart indique qu'une prise de courant en 220 V est proposée dans le coffre, attestant des capacités V2L de la #5. Aucune valeur de puissance ou de performances n'est communiquée pour l'instant mais la Smart #5 laissera le choix entre différents modes de conduite sur et en dehors de la route, dont les modes Adaptive, Mud, Rock, Sand et Snow.

SÉCURITÉ

Attaques quantiques sur les systèmes cloud

Le NIST a quelques recommandations pour naviguer dans le paysage en constante évolution de la cybersécurité avec des stratégies résistantes au quantique, et elles devraient absolument être sur votre radar.

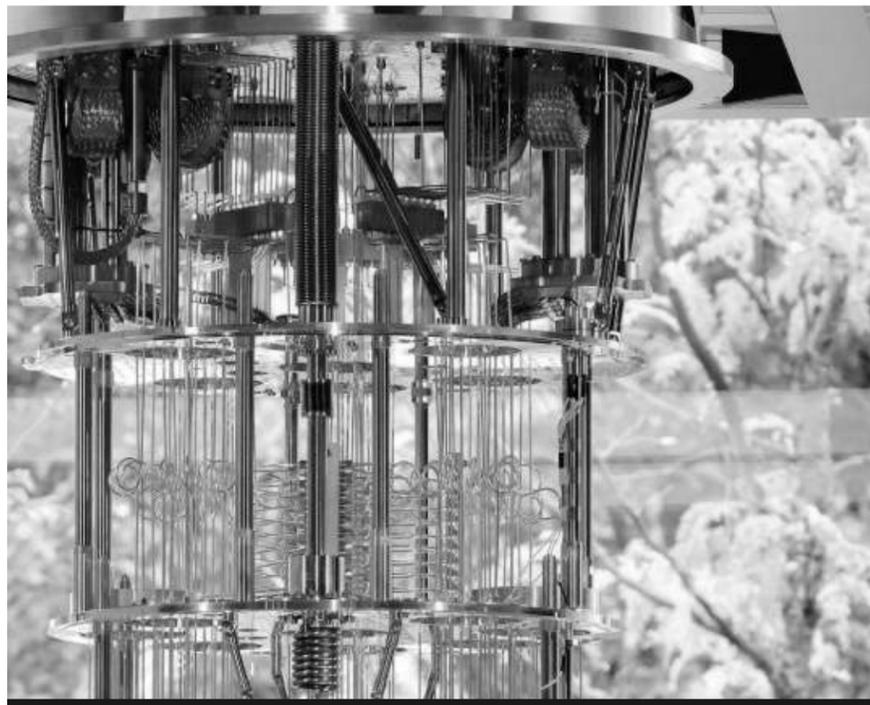
La cryptographie résistante aux attaques quantiques est devenue un sujet de plus en plus urgent à mesure que la menace posée par l'informatique quantique continue de croître. Le National Institute of Standards and Technology (NIST) des États-Unis a récemment publié le premier ensemble d'algorithmes finalisés conçus pour résister aux attaques d'ordinateurs quantiques. En conséquence, les entreprises accélèrent leur transition vers des systèmes résistants aux attaques quantiques. Qu'est-ce qu'un « système résistant aux attaques quantiques » et de quoi faut-il s'inquiéter ? Examinons cela de plus près.

La menace quantique

L'informatique quantique elle-même a progressé rapidement. Elle peut résoudre des problèmes spécifiques plus efficacement que les ordinateurs classiques. De plus, la disponibilité des services cloud quantiques a élargi l'accès à ces puissants outils, aidant les chercheurs et les organisations. Les innovations dans le domaine du matériel quantique ont amélioré la stabilité du système et réduit les taux d'erreur. L'écosystème logiciel prenant en charge l'informatique quantique a également mûri, permettant des algorithmes plus complexes et plus évolutifs. Ces dernières années, le domaine de l'informatique quantique a fait des progrès significatifs, comme des algorithmes capables de supporter la formidable puissance des ordinateurs quantiques, qui constituent une menace considérable pour les méthodes de chiffrement traditionnelles. Avec les progrès de l'informatique quantique, les méthodes de chiffrement actuelles deviendront peu sûres. L'adoption d'une cryptographie quantique résistante pour la protection des données sur les systèmes cloud et non cloud sera essentielle. Il existe un risque que des acteurs malveillants interceptent et stockent déjà des données chiffrées dans l'intention de les déchiffrer une fois que les capacités de calcul quantique seront disponibles.

Chiffrement du NIST

Le Bureau du Directeur des Renseignements Nationaux américain prévoit que l'informatique quantique sera largement disponible d'ici cinq à six ans. Malgré les risques potentiels, l'informatique quantique pourrait également améliorer considérablement les capacités d'intelligence artificielle en accélérant le traitement des données et en permettant des calculs mathématiques plus complexes. Cette convergence pourrait conduire à des avancées significatives dans les domaines pharmaceutiques, de la modélisation climatique ou de la logistique de la chaîne d'approvisionnement. Cependant, elle introduit également de nouvelles menaces à mesure que des cyberattaques plus sophistiquées et évolutives deviennent possibles. L'IA générative, par



Avec les progrès de l'informatique quantique, les méthodes de chiffrement actuelles deviendront peu sûres.

exemple, peut être utilisée de manière malveillante pour construire des tentatives de phishing crédibles, des médias de deep fake et des attaques d'ingénierie sociale hautement personnalisées. Les outils d'IA peuvent également automatiser la détection des vulnérabilités et l'exécution des exploits, élargissant ainsi la portée des cybermenaces. Bien que l'adoption ne soit pas légalement obligatoire, les algorithmes de chiffrement du NIST sont susceptibles de devenir une référence en matière de pratiques raisonnables de sécurité des données à l'avenir, en particulier en ce qui concerne le chiffrement – du moins, selon le NIST. Pour les avocats spécialisés dans la cybersécurité et la protection des données, l'évolution des normes influencera probablement les cadres réglementaires et les pratiques de gestion des fournisseurs, nécessitant des mises à jour des stratégies cryptographiques. Alors que l'interaction entre l'informatique quantique et l'IA s'intensifie, les organisations doivent renforcer leurs défenses et préparer leurs équipes juridiques à gérer avec habileté les défis de confidentialité et de sécurité liés à ces changements technologiques.

Faut-il s'inquiéter ?

Les entreprises devraient en effet s'inquiéter des progrès de l'informatique quantique. Les ordinateurs quantiques ont le potentiel de briser les algorithmes de chiffrement largement utilisés, ce qui présente des risques pour les données financières, la propriété intellectuelle, les informations personnelles et même la sécurité nationale. Cependant, cette réaction au danger va bien au-delà de la publication par le NIST d'algorithmes résistants à l'informatique quantique ; il est également essentiel que les entreprises

commencent dès aujourd'hui à passer à de nouvelles formes de chiffrement pour assurer la sécurité de leurs données à l'avenir. Au fur et à mesure que d'autres avancées technologiques surviennent et que les entreprises passent d'une protection à l'autre, le travail commencera à ressembler à du Whac-A-Mole. Je soupçonne que de nombreuses entreprises ne seront pas en mesure d'abattre la taupette à temps, qu'elles perdront la bataille et qu'elles seront obligées d'absorber une brèche.

Des mesures pour faire face aux risques quantiques

Voici comment les entreprises peuvent réagir de manière proactive à l'évolution du paysage de la cybersécurité :

- Passer à un chiffrement résistant au quantum. Comme le recommande le NIST, il convient d'adopter des algorithmes résistants au quantum pour renforcer le chiffrement contre les futures menaces quantiques. Il s'agit de mettre à jour les systèmes cryptographiques existants pour intégrer les nouvelles normes du NIST.
- Évaluer les risques. Identifier les systèmes et les données vulnérables aux attaques quantiques. Une compréhension approfondie des points de défaillance potentiels permettra de donner la priorité à la transition vers des méthodes sûres sur le plan quantique.
- Améliorer l'infrastructure de cybersécurité. Renforcez les mesures de cybersécurité en intégrant des systèmes avancés de détection des menaces et des outils de surveillance pilotés par l'IA pour identifier et atténuer les menaces actuelles et émergentes.
- Investir dans la formation des employés. Formez les employés aux implications de l'informatique quantique et à

l'importance d'adhérer aux nouveaux protocoles de cybersécurité, en veillant à ce que tous les membres de l'organisation soient alignés sur les mesures de sécurité mises à jour.

- Collaborer avec les équipes chargées des questions juridiques et de la conformité. Comprenez les implications réglementaires de l'adoption de nouvelles normes de cryptographie. Le respect de l'évolution de la législation minimisera les risques juridiques et garantira la protection des données.
- Élaborer une feuille de route stratégique. Tenez-vous au courant des dernières avancées en matière d'informatique quantique et de technologies connexes. Formulez un plan complet d'intégration des technologies à sécurité quantique, en tenant compte des objectifs à court et à long terme. Réviser et mettre à jour régulièrement cette feuille de route.
- Collaborer avec des experts du secteur. Engagez-vous avec des spécialistes en cybersécurité et participez à des collaborations industrielles afin de partager vos connaissances et de favoriser les progrès de la communauté en matière de pratiques de sécurité quantique. Ne vous contentez pas d'assister à des conférences sur la cybersécurité, telles que RSA ou Black Hat ; nouez des relations suivies avec des experts qui peuvent évaluer en permanence les vulnérabilités.

Il n'est pas seulement question de quantique

L'informatique quantique est un catalyseur de changement. Il pousse les entreprises à reconsidérer les aspects fondamentaux de la sécurité des données et de la puissance de calcul et à rechercher un chiffrement résistant au quantum pour protéger les informations sensibles. Bien que l'informatique quantique représente un changement révolutionnaire dans les capacités de calcul, la manière dont nous relevons ses défis transcende cette technologie singulière. Il est évident que nous avons besoin d'une approche multidisciplinaire pour gérer et exploiter toutes les nouvelles avancées. Les entreprises doivent être en mesure d'anticiper les perturbations technologiques telles que l'informatique quantique et de s'adapter suffisamment pour mettre en œuvre des solutions rapidement. Nous avons besoin d'une stratégie globale qui intègre la technologie, la cybersécurité, les cadres juridiques et la prospective stratégique.

Au cours des 100 dernières années, les entreprises ont absorbé et mis en œuvre les avancées technologiques à une vitesse vertigineuse. Faire entrer les nouvelles technologies rondes dans les trous carrés de l'entreprise a souvent été une question d'essais et d'erreurs. Quelle que soit la technologie concernée, les outils permettant de faire les choses correctement du premier coup sont à notre portée.

Mots fléchés

Affirmative		The Voice	Il en faut huit pour faire un octet	Pronom personnel indéfini		Déserteur	Mammifères amphibies	Condé	
Fonction		Poissons plats	Employé comme astringent	Points cardinaux		Rivalise	Passereau		
						Fis chatoyer			
Pièce instrumentale						Prénom féminin		Inconcevable	
Capitale de la région Lombardie						Chlore			
				S'éternisa	Innovant				
					Cité dans la chanson, le bon roi Dagobert				
Jour de l'an vietnamien			Une doctrine sur Dieu						Qui conviennent parfaitement
			Le domaine des Ases						
Pays du Proche-Orient					Possessif		Souverain		
Immobilisation		Alternât les cultures					Une chanson de Nino Ferrer (Le)		
		Lessiverai					Callosité		
			Voiture de sport à injection		Né de la même mère	Lève-tôt		Amour vache	
								Arbres aromatiques	
Laisser couler de la salive écumeuse	Attribut de certains dieux		Se jette dans la mer du Nord		Amour latin	Souffrance			Pas encore publiées
			Exaspérât						
				Astate		Prénom de Delon			
				Ressassé		Niobium			
Taylor s'employa à le faire augmenter							Première page		
De mauvais goût									
			Région viticole						
Village proche du Mans (Lès-le-Mans)	Argon		Canton suisse			Pièce satirique virulente	Le ça de Freud		Piège pour poissons
	Centre à la poste		À l'aide de						
					N'admit pas la réalité		Un allemand		
					Grande vedette		Prise		
Ancienne mesure de capacité		Prières matinales de Lusace et celle de Klodzko				Avertit			
						Lettre grecque			
				Prénom de Pouce			Vieux		
				Ordre donné à un cheval					
Une autorité administrative indépendante	Surgis		Elle peut-être à air					Nazi	
			Prénom féminin					Genre de certaines abeilles à miel	
				Engrais organique			Plusieurs lei	Petite pomme	Durées
				Plante textile					
Refuge					Césium	But en aspirant			
Surnom d'Elisabeth de Wittelsbach						Ordre religieux catholique			Sélénium
					Recueils de renseignements				
Fessiers						Partie du membre inférieur			

Les prix du pétrole poursuivaient leur baisse hier, le marché se recentre sur les craintes d'une demande faiblissante et d'une offre excédentaire. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en octobre, perdait 1,95% à 78,00 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois, baissait de 2,14%, à 73,91 dollars. Malgré les risques géopolitiques, les inquiétudes concernant la demande ont repris le dessus, constatent des analystes. Les prix du brut restent sous la pression des prévisions moroses de la demande, notamment du côté de la Chine, premier importateur de pétrole.



Chronique Eco

d'Anouar
El Andaloussi

Les défis du prochain mandat présidentiel

4. Protéger les plus vulnérables : la protection sociale, l'emploi, le soutien des prix et la lutte contre la fracture territoriale :

Protéger les plus faibles au cours des cinq prochaines années passe par quatre actions prioritaires : le service public, la protection sociale proprement dite, le soutien des prix des produits de base et l'emploi. Le logement est une autre forme de protection des plus faibles.

- Le service public : l'action est certainement la plus importante et elle consiste à améliorer la qualité des services publics de base. L'éducation primaire, les soins de santé de base, les services administratifs, ont beaucoup progressé en quantité au cours des 20 dernières années, mais la population se plaint de leur qualité médiocre et la plainte s'amplifie à mesure que l'on s'éloigne d'Alger et des grandes métropoles régionales. Il y a réellement une fracture territoriale en matière de service public, et ce n'est pas faute de moyens financiers ou d'absence de programmes d'équipement ; le problème est dans la gestion du service public, dans l'équité d'accès et la qualité intrinsèque de ce dernier.

■ La formation et l'emploi : La formation professionnelle n'attire pas les jeunes ; pourtant les besoins en personnels qualifiés sont importants. A contrario, l'université attire tous les bacheliers au point où le système est hypertrophié. Trop de diplômés de l'enseignement supérieur par rapport aux besoins de l'économie et de la société. Beaucoup de sortants de l'université, particulièrement ceux des sciences sociales, sont chauffeurs de taxi, cafetier, marchand-ambulants. Quel immense gaspillage social et budgétaire. Beaucoup de femmes, même diplômées, ne cherchent même plus du travail. En effet, les femmes diplômées de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle qui ne cherchent pas un emploi représentent en 2015 33,5%. Cette situation est inacceptable et doit être combattue avec fermeté. Donc, plus d'un tiers des femmes diplômées de l'université n'exerce aucune activité et n'exprime pas un besoin d'emploi ; quel autre gaspillage. La protection sociale passe aussi par la création des emplois décents et durables. Une politique volontariste de l'emploi est seule capable de lutter efficacement contre ce type de gaspillage et de vulnérabilité, voire même de gâchis. Créer massivement des emplois dans tous les secteurs et pour toutes les qualifications. Revoir l'organisation et les programmes de l'enseignement supérieur doit être une priorité absolue. Le cas de l'enseignement des sciences sociales est exemplaire en termes d'échec systémique. Les diplômés dans des disciplines n'ont aucune utilité sociale ni des compétences particulières pour remplir des fonctions dans les entreprises et les administrations. Leur employabilité est extrêmement difficile. Créer annuellement, au moins 500.000 emplois pour les diplômés de l'université (autour de 280.000), de la formation professionnelle (autour de 80.000) et pour les autres, actuellement sans emploi. Ceci est possible si des programmes de ré-industrialisation du pays sont mis en place et des programmes de développement de l'agriculture sont lancés au cours des deux années à venir. Le cumul de chômeurs par ajout annuel risque de devenir un problème de stabilité et de cohésion nationale qui dépassera la question de protection sociale. Par ailleurs, il faut réhabiliter l'école primaire et le collège qui sont aujourd'hui les parents pauvres du système éducatif. Nos écoles primaires sont sous équipées, les enseignants peu qualifiés et les conditions de vie des enfants dans les villages et les agglomérations des hauts plateaux et du sud sont très difficiles. Une injustice à cet âge marquera l'enfant à vie. Le transport scolaire, les cantines offrant des repas équi-

brés, un système de chauffage et des bourses pour les plus démunis, doivent être des priorités dès la prochaine rentrée.

■ Le soutien du pouvoir d'achat des ménages par les subventions : La subvention des produits alimentaires et des produits énergétiques profite d'abord aux ménages les plus aisés, à une administration prédatrice et aux entreprises dont elles freinent ou découragent tout effort de productivité et d'innovation. « 70% des carburants sont consommés au centre du pays où quatre wilayates accueillent 47% du parc national de véhicules alors qu'elles ne comptent que 15% de la population ». Toute politique des prix relative aux produits alimentaires et aux produits énergétiques doit d'abord lutter contre les rentes de producteur et de consommateur qui se sont installées au centre du pays et accessoirement autour des grandes métropoles régionales. « A cet effet, il faut aller progressivement mais sûrement, non pas vers un ciblage des catégories à protéger difficile à réaliser concrètement, mais vers la distribution d'un revenu universel qui accompagnera à terme le retour pur et simple vers la vérité des prix. Celle-ci ne doit pas faire peur si on sait simultanément combattre les marges scandaleuses des importateurs de produits de base alimentaires et non-alimentaires. La vérité des prix aura aussi pour avantage de restituer à Sonatrach et à Sonelgaz la valeur ajoutée qui leur revient, permettra de mesurer leur productivité propre et de lutter contre leurs surcoûts structurels que cache trop facilement l'alibi des prix administratifs fixés par l'autorité publique. A l'instar des autres sociétés pétrolières, la Sonatrach doit impérativement combattre les surcoûts et parfois la gabegie en son sein. »

La distribution du revenu universel nécessite une administration sociale efficace qui, malgré les effectifs pléthoriques dont elle dispose à l'heure actuelle, est loin des performances attendues d'elle. Ces personnels doivent être formés d'urgence à leur nouvelle mission. Elle nécessite aussi et d'urgence une attaque frontale contre l'inflation comme le montre l'exemple de pays qui ont adopté cette politique. L'inflation est un impôt sur les pauvres. La lutte contre l'inflation est la condition de succès de toute politique de protection.

■ La protection sociale proprement dite : Elle s'est renforcée avec la construction de systèmes de retraite, de financements du chômage et d'assurances-maladie de plus en plus généreux qui couvrent non seulement les cotisants mais l'ensemble des personnes bénéficiant de la pension de chômage.

■ Accès au logement : Au cours du dernier quart de siècle, l'Algérie a fait un effort exceptionnel en matière de construction de logements. La politique mise en place a été très généreuse en direction de toutes les catégories sociales, mais certaines ont profité plus que d'autres. Dans les programmes de soutien massif, les classes moyennes, vecteurs sociaux de stabilité, ont moins profité car trop riches pour bénéficier des avantages du système, particulièrement le logement social et trop pauvres pour accéder aux logements mis sur le marché par des promoteurs privés. L'Etat a corrigé cette anomalie en mettant en place un programme destiné aux revenus moyens. Mais la forte subvention de l'Etat (plus de 40%) à ce type de logement (LP, AADL), ouvre la voie à la spéculation. La véritable politique publique du logement doit être définie autour de trois volets : le logement social non cessible et destiné aux catégories les plus vulnérables moyennant le paiement d'un loyer modéré ; ce loyer peut même être pris en charge par les collectivités locales ou un fonds de solidarité à créer ; le deuxième volet (accession à la propriété) est orienté sur les autres catégories de la so-

ciété et ciblerait l'accession à la propriété et où l'Etat intervient par des soutiens directs comme la garantie de crédits à long terme et la bonification des taux d'intérêt voire même une aide frontale segmentée en fonction des revenus des bénéficiaires. Par cette approche, le logement social demeure la propriété publique et le logement promotionnel propriété des personnes physiques ayant financé leur logement, même avec l'aide de l'Etat. Ainsi, la spéculation n'aura pas sa raison d'être, puisque le premier type de logement n'est pas cessible et le deuxième a été payé au prix du marché, mais subventionné. Toutes les demandes de logement visant la spéculation disparaîtront. Le troisième volet doit viser le marché locatif ; la formule location-vente devrait aller dans ce sens. C'est peut être dans cette politique renouvelée du logement que va se positionner la nouvelle Banque de l'habitat.

Enfin, l'habitat rural a connu un franc succès en fixant les populations dans les campagnes. Il doit être renforcé par des actions volontaristes comme l'augmentation significative de l'aide directe. La politique de l'habitat rural a aussi une visée d'aménagement du territoire.

■ Réduire la fracture territoriale : En dépit de l'absence de données économiques et démographiques régionales, les statistiques fiscales et sociales disponibles permettent d'affirmer qu'au cours des dix dernières années des territoires ont gagné et d'autres ont perdu en emplois en revenus et en dynamique socioéconomique. Un territoire comme l'Algérie, avec ses diversités géographiques, géologiques, climatiques, de relief et même culturelles, a besoin d'être aménagé pour une meilleure exploitation de ses ressources et une meilleure occupation de son espace. Passer de l'espace géographique à celui socioéconomique est l'affaire des politiques d'aménagement du territoire. Le SNAT (2030) adopté en 2010, a proposé un schéma cohérent et réaliste pour rendre le territoire « exploitable » et surtout pour limiter les fractures territoriales. L'évaluation à mi-parcours en 2020 a montré les limites de sa mise en œuvre et ainsi les résultats très au-delà des objectifs. En effet, les efforts de l'Etat en matière d'équipements n'ont pas entraîné les dynamiques de rattrapage et d'équité territoriale attendus. La répartition spatiale de la population n'a pas changé et le croît démographique a continué à se concentrer sur le littoral et marginalement sur les hauts plateaux. Aux plans socioéconomiques, les disparités régionales persistent encore alors que la qualité des services publics dans les hauts plateaux et le grand Sud est très loin de celle du Nord ; c'est le cas notamment de l'éducation, de la santé, des transports etc. Les fonds spéciaux mis en place (Fonds des Hauts plateaux, Fonds du grand Sud, Fonds d'Aménagement du territoire ...), ont été vidés de leur substance (voir le rapport de la Cour des comptes à ce sujet). Une nouvelle politique d'aménagement du territoire plus volontariste doit être définie urgemment et des moyens consistants doivent être mobilisés pour lutter efficacement contre la fracture territoriale et pour rendre le territoire équilibré et économiquement viable. La littoralisation s'accroît, l'option Hauts Plateaux ne se concrétise pas, les grands transferts de l'Albien vers les hauts plateaux n'ont pas connu de début de réalisation. Le Grand Sud reste à explorer pour ses ressources minières et touristiques.

Prochaine chronique

Rétablir les équilibres macro-économiques et conclusions.